

n° 765 - 4 F
DU 7 AU 13 DEC. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

TRIPOLI :
le sommet du refus



**pour que
ça cesse,
défense populaire**

**Grande Journée du Livre,
samedi 17 décembre (14 h - 18 h)
9, rue Borromée, 75015 Paris,
organisée par les Editions Syros**

Avec la participation de :

- Victor Leduc (*Le Marxisme*)
- Roger Pannequin (*Ami si tu tombes, Adieu, camarades*)
- Philippe Robrieux (*Thorez ; Notre génération communiste*)

Et de :

- Régis Lefranc (*Histoires immobiles et récits inachevés ; Le café de la plage*)
- F'Murr (*Le génie des alpages*)

Spécial Noël : réduction de 10 % sur tout achat.



Vosges 1^{er} décembre

La journée du 1^{er} décembre dans les Vosges a été marquée par une manifestation centrale à Epinal où les travailleurs ont marqué leur volonté d'unité dans l'action, notamment par le slogan : « Union, Action, Ensemble luttons ». Le matin a eu lieu une autre manifestation importante à Raon l'Étape. Cette initiative de l'UIS-CFDT, à laquelle s'associait l'UL-CGT de Saint Dié, avait pour but de soutenir les 90 travailleurs de chez Amos qui occupent leur entreprise depuis le 3 mai 77. Elle a permis également d'apporter une aide et une marque de solidarité importante aux 38 travailleuses de chez Dany qui avaient appris, la veille, la fermeture de leur entreprise pour la fin d'année. Elle a montré enfin que tous les travailleurs doivent s'unir dans l'action pour exiger le maintien de l'emploi sur place et refuser la liquidation du textile dans les Vosges. ■

Tribune socialiste : campagne d'abonnements 78

La campagne d'abonnements 78 de *Tribune socialiste* est commencée. Son aspect est ambitieux : 2 000 abonnements ! Ambitieux, mais à la mesure de nos besoins. Car, en dépit de la réduction substantielle des coûts de fabrication, *TS*, sans le soutien actif de ses lecteurs, ne peut vivre et se développer. Or, de l'avis général — le courrier en témoigne amplement —, votre hebdomadaire a subi des améliorations qui font l'unanimité. Ce n'est qu'un début : d'autres améliorations sont à l'étude. Mais, pour ce faire, il est urgent que chacun de vous prenne en charge la vie financière du journal. Multiplier les abonnements est le meilleur moyen de donner à la trésorerie de *Tribune* une vitalité qui lui permettra de faire face aux échéances. Pour mener à bien la campagne, un dépliant de présentation a été édité, ainsi qu'une affichette.

Passez vos commandes à *Tribune Socialiste*, 9, rue Borromée, 75015 Paris. ■

**Une centrale
nucléaire
dans les Ardennes ?**

L'annonce de l'implantation d'une centrale nucléaire nouvelle dans les Ardennes a provoqué une vive émotion. Emotion qui fit place à la surprise quand on apprit que le conseiller général du canton de Givet, membre du PS, se démenait pour que cette centrale soit implantée chez lui. Embarras du PS : condamner ce trublion qui n'a pas pris avec les autres le virage écologique, c'est entamer une polémique qui risque de diviser le parti. Le soutenir ? ce serait se couper des défenseurs de l'Ardennes. En tout cas, la consultation de mars va être sérieusement influencée par le problème, et le Front autogestionnaire arrive à point pour exprimer la protestation des populations face à un PC pronucléaire et un PS irrésolu. ■

**La CSF a son
programme revendicatif**

Menant son action syndicale pour la défense des intérêts généraux des familles de travailleurs, la CSF a animé ces dernières années des campagnes nationales d'action centrées sur différents secteurs : pouvoir d'achat, lutte contre le chômage, droits sociaux égaux pour les hommes et les femmes, réforme du crédit à la consommation et de la taxe d'habitation bataille pour la défense de la Sécurité Sociale... Devant l'échéance prochaine des élections législatives, la CSF a estimé nécessaire de rassembler dans un document global ses revendications les plus urgentes et les plus importantes. Ce programme d'une trentaine de pages est disponible à la CSF - 54, bld Garibaldi 75015 Paris. La CSF exposera le sens de ce programme et des actions qu'elle mène dans une tribune Libre de *TS*, la semaine prochaine. ■

● **Samedi 10 décembre (Mont Saint-Aignan)**: cinéma-débat dans le cadre de la quinzaine de l'Amérique latine, organisé par « mai 73 »: *Le courage du peuple*, débat sur le problème indien... avec des Indiens (centre socio-culturel, 21 h).

● **Samedi 10 décembre (Charleville)**: rencontre avec les travailleurs de Lip: projection d'un film, débat, exposition, livres, disques (à partir de 14 h, Bourse du Travail, rue J.B. Clément).

● **Samedi 10 décembre (Centre Alfa de Bondy)**: journée antimilitariste avec Maurice Laisant: projection, débat, musique free-jazz (3, allée des Pensées, de 16 h à 24 h).

● **Mardi 13 décembre (Paris)**: meeting à l'initiative du PSU: « Lutttes autogestionnaires, écologie, quelles perspectives pour 78? », avec la participation de Serge Depaquit, C.M. Vadrot, M. Martin (Jussieu, amphî 34 A, 12 h 30).

● **Mardi 13 décembre (Dijon)**: meeting, « Le PSU et le nucléaire », projection du film *Nucléaire, danger immédiat* (18 h à 24 h au Palais des Congrès).

● **Mercredi 14 décembre (Sèvres)**: projection-débat: *Condamnés à réussir*, avec la participation de M. Martin (mairie, salle des répétitions, 20 h 30).

● **Judi 15 décembre (Aubervilliers)**: le centre culturel communal et la municipalité organisent deux projections: *Voyage dans les centrales de la terre* (18 h 30), *Mets pas les doigts dans ton nez* (20 h 30): 21 h: débat avec les représentants du PCF, PS, PSU, comité antinucléaire, de l'EDF, de la CFDT, de la CGT. Exposition, livres, casse-croûte... et participation aux frais (studio: cinéma du théâtre de la Commune).

● **Vendredi 16 décembre (Briey)**: débat organisé par l'union des sections PSU du Bassin de Briey sur la centrale nucléaire de Cattenom, l'industrie nucléaire, la politique énergétique, la défense populaire et la non violence (20 h 30 à la mairie de Briey).

● **Samedi 17 décembre (Amiens)**: fête organisée par le GLH (Groupe de libération des homosexuels): chansons avec Marc Monsigny, Patrick Séchet et

Pierre Henocque, Popol et Pierrette. De la bouffe, des boissons. A la fin on dansera (21 h, salle de la Pagode, résidence Dorgelès, participation aux frais: 5 F, soutien: 10 F).

● **Dimanche 18 décembre (Le Mans)**: la fédération PSU de la Sarthe organise une rencontre autogestionnaire de 9 h à 18 h à l'auberge du Gué Bernisson. Pour tous renseignements et inscriptions Y. et M.H. Sallard, 4, rue des Champs 72000 Le Mans.

● **Lundi 19 décembre (Brest)**: réunion d'information par le « groupe de refus 15 % EDF » (21 h, 25, rue Alsace-Lorraine: d'autres renseignements: Hubert Brunou, 97, rue Mathieu Donnat, 29200 Brest).

● **Samedi 17 et dimanche 18 décembre (9, rue Borromée, 75015 Paris)**: réunion de la « commission forêt bois et papiers » (contacter commission agricole).

● **Mardi 20 décembre (Aulnay-sous-Bois)**: Gala du PSU et de Tribune socialiste avec Guy Bedos (21 h): librairie, stands PSU, du Front autogestionnaire, du collectif antinucléaire de Blanc-Mesnil. Billets en vente au tarif anti-inflation (15 F) dans les librairies d'Aulnay, de Blanc-Mesnil et de ses environs.

● **Samedi 17 décembre (salle du patronage laïc, Chaumont)**: film-débat suivi d'un buffet, avec la participation de M. Mousel, secrétaire national du PSU (20 h 30).

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le mardi, Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette! (C'est plus vrai que jamais!).

RUMEUR

les viandards

Ils l'ont photographiée, ils l'ont vu s'enfuir à travers champs, ils ont quasiment senti son odeur et d'autres n'hésitent pas à raconter qu'ils l'entendent rugir la nuit. Le nez dans l'herbe humide et froide, les oreilles et les couilles gelées, ils guettent à s'en faire pêter les globes oculaires. L'année dernière, ils avaient lancé l'armée contre elle.

C'est le fantôme, le monstre qui grandit, l'ombre qui mugit dans la campagne tandis que leurs dames frissonnent en les attendant. Ils rêvent du jour où ils brandiront sa dépouille devant les foules extasiées. Piliers de bistrots, vantards de banlieues, nemrods aux petits pieds, plastronneurs de pacotille... ils racontent tous comment ils l'ont aperçue, comment elle les a défiés, comment ils ont failli la descendre: « là, elle était là! »

La rumeur balaye les campagnes! La Bête des Vosges, puis qu'il faut l'appeler par son nom, fait bander de plaisir toute une région.

Un loup, par miracle, survit peut-être dans les Vosges et une armée de cons et de chasseurs la poursuit de sa haine et de sa vindicte. Cela fait des mois que cela dure et, tous, ils bavent et éructent de plus en plus fort. Taiäut! Taiäut!

Ce n'est qu'un loup. Un animal traqué. Et ils sont heureux et concupiscent envers sa mort. Ils se sentent défiés par un animal qui a osé mettre à mal quelques moutons et quelques veaux. Beaucoup moins d'ailleurs que ne le prétend la rumeur publique. Mais il faut bien, à l'avance, réhausser le prestige de celui qui, un jour, fatalement, l'abattrà.

C'est à chaque fois la même chose. Dès qu'un loup, un lynx ou tout autre carnivore européen réussit à survivre dans une région, dès qu'une véritable vie sauvage s'amorce, l'armée des chasseurs et des fauves se lance à sa poursuite. C'est la guerre, monsieur! Et les chats sauvages ou les genettes tombent en poussant des rugissements qui font frémir les auditoires pâmés.

La rage, ce n'est pas la maladie au nom de laquelle on flingue et empoisonne bêtement les renards, mais la folie qui habitent ces justiciers de campagne qui ne peuvent pas supporter la vie sauvage et libre d'une bête. Et qui racontent partout des horreurs pour faire croire à leur courage.

Parfois, une grosse bête échappe et ricane. Il ne reste plus aux chasseurs vosgiens transis qu'à faire appel à un spécialiste, à un massacreur dûment patenté et reconnu: j'ai nommé le chef des chasseurs français, le viandard de Chambord qui fait descendre 140 sangliers en une seule après-midi: Valéry Giscard d'Estaing.

Que la foule des chasseurs vosgiens transis s'écarte, qu'elle laisse faire notre fine gâchette, notre traqueur de panthères, d'éléphants, de lions, d'ours et de buffles. Dans une rafale sauvage, réalisant et libérant d'un seul coup un formidable fantôme, il abattra d'une seule giclée et la Bête et les chasseurs.

Pour montrer à tous ces manants que, décidément, ils ne méritent pas un grand chef comme lui.

C.M. VADROT ■



Fusionnez vite, qu'on ait notre groupe parlementaire

C'est avec une réelle joie que j'ai lu « *les pavés dans la mare* », dans PH (n°s 284 et 285). Depuis longtemps, je souhaitais cette fusion entre le CERES et le PSU, pour une nouvelle formation, quatrième composante de l'Union de la gauche, qui contrebalancerait mieux la force social-démocrate et aurait un poids réel dans la vie politique et le sort de la nation [...].

Ce regroupement, ou cette fusion, serait bien dans l'ordre normal des alliances ; car qu'est-ce qui nous sépare à côté de tout ce qui nous réunit ? Par la suite, pourraient se joindre à nous des militants d'extrême gauche assagis et réalistes, soucieux d'efficacité.

Sans doute cette perspective est-elle plus difficile pour le CERES qui devrait d'abord se détacher du PS, et de ce fait le rejeter plus à droite, tandis que le PSU est tout à fait libre. Mais il faudrait faire vite, avant les préparatifs électoraux afin d'avoir notre groupe parlementaire spécifique, quelle que soit l'issue de la crise actuelle [...].

S.G. ■

La parole à un Algérien

Ce qui me frappe dans la discussion qui se déroule depuis plusieurs semaines dans deux revues libres comme *Tribune socialiste* et *Politique-Hebdo*, à propos du texte d'un collectif ouvrier, c'est l'oubli absolument général de la dimension internationaliste [...].

Quelle valeur ça peut avoir de discuter de l'unité, de l'autogestion, de l'écologie, en contemplant son nombril et en oubliant toute la misère et la révolte des peuples

maintenus en dépendance, hier comme aujourd'hui, grâce à la complicité ou à l'indifférence des pays nantis ? Je ne reprocherai pas au collectif de s'être trop étendu sur des problèmes de politique intérieure, dont je ne peux pas apprécier toute l'importance, mais je peux vérifier que leur réflexion est lucide, parce qu'ils ne l'isolent pas de la mainmise et de la conscience internationalistes, principalement vis-à-vis des trois continents porteurs de l'espérance du monde de main.

Un tel engagement, rigoureux et cohérent, va à contre-courant de l'apathie générale des « *forces de gauche* », qui, en les méprisant, laissent les petites organisations et comités de soutien, une poignée de personnalités, quelques jeunes gars et filles, entraider, défendre et soutenir physiquement les immigrés et les peuples qui affrontent l'impérialisme.

PC, PS, CGT, CFDT multiplient les proclamations solennelles, les meetings symboliques [...]. Vise-tu sincèrement à convaincre le peuple français du juste combat de nos frères saharouis, du danger d'intervention militaire contre notre Algérie révolutionnaire et socialiste, quand on qualifie « *d'otages* » et qu'on pleurniche sur le sort des mercenaires civils enlevés en Mauritanie [...].

Quelles leçons de morale révolutionnaire avons-nous à recevoir de ces politiciens (ou de leurs héritiers) que dénonçait la plateforme de la soummam : ce même Mitterrand qui déclarait en novembre 54 : « *L'Algérie c'est la France, des Flandres au Congo [...] La seule négociation, c'est la guerre* » ; ce même PCF qui qualifiait nos premiers moudjahidines de « *terroristes* » et de « *provocateurs* », votait les pouvoirs spéciaux, brisait les manifestations de soldats et, avec la CGT, les grèves de transport, de la marine marchande, des ports et des docks, contre le matériel de guerre.

La seule façon de quitter vraiment ce

passé d'aveuglement et de lâcheté sordides, c'est de contraindre les grandes organisations de masse à abandonner enfin l'engrenage des démissions pour revenir à une réelle solidarité internationale [...].

Abdelkrim ■

La corruption... bien avant la colonisation

Dans votre numéro du 10 novembre (n° 761), p. 20, vous dites sous le titre « *Djibouti-survivre* » : « *Il ne faut pas que l'argent reçu soit capté à la source par la fonction publique et le vieux système de corruption sociale qui s'est mis en place sous la colonisation et qui a la peau dure.* » Non : la corruption administrative date de cinq siècles avant Jésus-Christ. Dans les grands empires de l'antiquité (Perse, Rome, Chine, Inde), les gouverneurs de provinces (satrapes, pro-consuls, mandarins, exarques) nommés par le pouvoir central n'avaient à l'égard de celui-ci que trois obligations : faire régner l'ordre et assurer la fidélité des populations à l'égard du souverain ; faire parvenir chaque année au ministre des Finances une certaine somme, pour l'administration générale et la défense de l'empire ; fournir un certain nombre de « *conscrits* » pour l'armée du souverain.

Par ses conquêtes l'empire arabe et par la suite le monde musulman, hérita de l'appareil administratif antique [...].

Avant la colonisation les capitalistes européens et américains en profitèrent pour se faire attribuer des concessions minières et agricoles, le monopole du commerce... L'administration coloniale, pour simplifier les choses, conserva les échelons administratifs inférieurs dont les titulaires continuèrent de mettre en pratique de vieilles traditions. Et malgré la décolonisation, j'ai bien peur que cela continue.

René ROMAGNE ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslhiat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

• Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

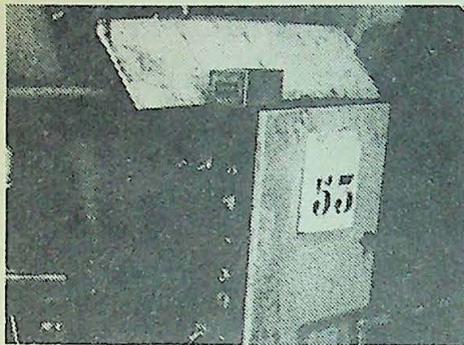
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque 38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

● **Où va la France ?**

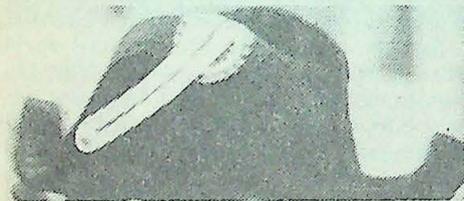
- Au-delà du 1^{er} décembre
par **P. Régnier** p 5
- Mars 78, chiffres en main
par **L. Goldberg** p 6
- Complot contre les libertés
par **M. Etienne** p 7

● **Social**

- CNE : un pas en avant p 8-9
- Portes ouvertes à Lip



- par **G. Arno** p 9
- Congrès FGM : diversité et homogénéité
par **Y. Sparfel** p 10
- Tempête sous les bicornes p 12



● **Débat**

- Mars 78 : quelle défense ? p 13-16

● **Et pourtant elle tourne**

- Tripoli : le sommet du refus
par **J. Sanchez** p 17
- Textile : des accords poudre aux yeux
par **M. Anvers** p 18
- RCA : un monstre giscardien
par **Ph. Mariélie** p 19
- Grèce : nouvelle gauche
par **M. Léger** p 19

● **Les armes de la critique**

- Utopies, oui... mais réveillez-vous ! ... p 20
- Sexologues, encore un effort
par **M. Luccioni** p 21
- Loin de Franche-Comté, le gardien
par **D. Norès** p 23
- Télé : La valse
par **Ph. Mariélie** p 23
- Soli-loques et Antenne 1000 p 24



au-delà du 1^{er} décembre

Par Pierre REGNIER



Le 1^{er} décembre devait être une relance de l'action revendicative. La volonté des organisations syndicales de relever la tête, d'obliger les patrons et le gouvernements à négocier était mise en avant. Mais le mouvement a été suivi de façon très inégale. Dans le secteur public, en particulier à l'éducation nationale et à l'EDF, la grève a été quasi générale. Par contre, dans le secteur privé les consignes de grèves ont connu moins de succès (dans la métallurgie notamment).

Le mouvement se poursuit cependant à la SNCF et à l'EDF, malgré l'énorme campagne de dénigrement lancée par le pouvoir et le patronat. La bourgeoisie manifeste une fois de plus son arrogance et démontre sa volonté de limiter et de remettre en cause le droit de grève. Barre s'est permis de remercier les non grévistes du 1^{er} décembre. Devant cette escalade répressive une meilleure coordination des luttes entre elles, une popularisation effective, le souci d'éviter l'isolement demeurent plus que jamais nécessaires. Eviter l'isolement des grèves dans la fonction publique suppose des actions préalables en direction des usagers. Eviter l'isolement des conflits sur l'emploi suppose l'élargissement de l'action auprès de tous les chômeurs. La décision de la CFDT, après le succès des journées « portes ouvertes » chez Lip, d'organiser en février à Palente un rassemblement de toutes les usines en lutte pour l'emploi est prometteuse.

Le rapport de force imposé par les capitalistes nécessite d'ici mars 1978 une action prolongée. C'est en ce sens que la journée du 1^{er} décembre doit être considéré comme un point de départ. A-t-elle été suffisamment préparée dans cette perspective ? Le souci de la CGT, de la CFDT et de la FEN de ne pas lier les mots d'ordre à la situation de division de la gauche, démontre que les centrales désirent poursuivre l'action syndicale. Mais on ne peut nier la réalité. La désunion pèse lourd ; la combativité s'en ressent.

La démonstration de l'unité syndicale du 1^{er} décembre constitue un pas en avant pour encourager à une nouvelle unité. Mais il ne suffira pas si chacun reprend ses billes aussitôt que les banderoles sont pliées.

Voilà pourquoi le PSU continuera inlassablement de proposer aux travailleurs et aux forces de gauche les bases d'une véritable mobilisation unitaire, d'une véritable politique ouvrière prenant en charge les aspirations exprimées depuis 1968 dans les luttes sociales.

Nous voulons aller vers une transformation révolutionnaire de la société, vers l'autogestion socialiste. Cet objectif prend racine dans la lutte de classe quotidienne, sur le terrain de l'exploitation capitaliste. La conférence nationale entreprise tenue à Dijon les 26 et 27 novembre a dégagé des mots d'ordre et des propositions qui vont dans ce sens. Tout le parti doit s'en saisir. ■

où va la France ?

mars 78 : chiffres en main

A quatre mois des élections, la gauche a-t-elle déjà perdu ? Rien n'est moins sûr.

A quatre mois des élections, la gauche a-t-elle déjà perdu ? Rien n'est moins sûr. Le dernier sondage-simulation de l'IFOP, publié par *Le Point*, s'il comporte d'intéressantes indications sur les conséquences électorales de la rupture de l'Union de la gauche, ne permet guère de se faire une idée définitive sur l'issue de la bataille de mars prochain.

Première constatation : l'âpreté de la polémique PC-PS n'empêche pas la majorité de l'électorat d'avoir l'intention de voter pour la gauche au premier tour. La droite est globalement en perte de vitesse : elle ne recueillerait que 45 % des voix au premier tour (contre 51 % pour la gauche et l'extrême gauche et 4 % pour les écologistes).

Le mécontentement social et la volonté de changement s'expriment toujours avec force. Ni Barre, ni Chirac, chacun à leur manière, n'ont réussi à inverser cette dynamique.

En revanche, la polémique PC-PS a tendance à se répercuter jusque dans l'électorat. Au second tour, les intentions de report de voix, s'il y a accord de désistement à gauche (ce qui est probable mais non pas certain) sont en nette dégradation. *Le Point* en conclut que la gauche, bien qu'elle ait toutes les chances d'obtenir la majorité des voix au premier tour, sera battue au second. La droite se maintiendrait au pouvoir en dépit du « ras le bol » général.

Une telle situation serait lourde de conséquences. Le discrédit qui frappe les partis au pouvoir pourrait s'étendre au système politique dans son ensemble et n'épargnerait pas les partis de gauche eux-mêmes. Faute d'issue, la crise sociale et politique actuelle pourrait fort bien se traduire par des phénomènes de décomposition comme on en perçoit déjà les prémices ici ou là. Il n'est pas du tout certain qu'une telle situation profite à l'extrême gauche. Bien au contraire.

Pour l'instant, et contrairement à certaines prophéties hâtives, la « désunion de la gauche » paraît renforcer le PC (et non le PS) à gauche et le RPR à droite (et non les giscardiens).

En effet, selon le sondage du *Point*, le Parti communiste aurait réussi depuis le mois d'août à passer de 19 % à 21 % des

intentions de vote. En revanche le PS plafonne à 24 % (26 % avec les radicaux de gauche) : on est loin des 35 % espérés par Gaston Defferre. Contrairement à une opinion très répandue, la rupture n'a pas attiré de nouvelles voix centristes vers les socialistes. C'est le contraire qui est vrai. Le PS se renforce de tous les côtés dans la dynamique unitaire avec le PC : il stagne dans la désunion.

Pourquoi ? Parce que la « dynamique unitaire » est en réalité une dynamique de victoire qui renforce les forces les plus « crédibles » pour exercer le pouvoir (les socialistes). En revanche la désunion enlève toute crédibilité à une victoire électorale de la gauche (un électeur sur cinq seulement la croit encore possible) et renforce les forces les plus aptes à former une opposition solide (les communistes).

Le Parti communiste a très bien compris

ce mécanisme. Il sait que de nombreux travailleurs qui lui font confiance pour les défendre contre la droite, se méfient de lui au pouvoir (à cause du stalinisme et du discrédit des régimes « socialistes »). Inversement, les mêmes travailleurs ne font confiance au PS que dans la mesure où la solidité de son alliance avec le PC garantit qu'il ne succombera pas à la tentation centriste.

C'est la raison pour laquelle le PC axe sa campagne actuelle sur le « virage à droite » du PS (et il le prouve en quelque sorte par la rupture de l'union) tout en continuant à approfondir sa critique du « modèle de société » soviétique et ses propositions « autogestionnaires ».

C'est pourquoi aussi la désunion actuelle tarit le courant qui renforçait le PS sur sa gauche (au détriment du PC), sans pour autant le remplacer par un afflux de voix centristes (parce que le « PS seul » n'est pas crédible comme force de gouvernement : pas encore).

Si l'on en croit le sondage du *Point*, le courant « centriste » (Lecanuet, JJSS) aurait d'ailleurs pratiquement disparu de l'échiquier politique. Quant aux giscardiens, ils sont loin d'avoir effectué la percée qu'ils espéraient. C'est au contraire le RPR qui paraît dominer à droite. *Le Point* le crédite de 24 % d'intentions de vote (autant que le PS) et lui prédit 144 députés (contre 63 aux giscardiens).

Sans prendre ces chiffres au pied de la lettre, la tendance qu'ils dessinent n'est pas invraisemblable, loin de là. Elle repose sur de solides réalités. Le RPR est le seul parti réellement structuré à droite. C'est lui qui a le plus de députés sortants et qui alignera le plus de candidats. Il bénéficie en quelque sorte de l'avantage que lui procure 20 ans d'exercice du pouvoir, tout en ayant réussi à en limiter les inconvénients par une attitude

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Programme du deuxième trimestre : huit séances le JEUDI (de 19 h à 20 h 45) à partir du 5 janvier 1978 au CREFA, 78 A, rue de Sèvres Paris 7^e

INSCRIVEZ-VOUS ! Le thème : AUTOGESTION ET EXPERIENCE YUGOSLAVE

Deux exposés introductifs :

- 1. Les problèmes de l'autogestion ● 2. L'autogestion en Yougoslavie
- six séances travail de groupe/discussion générale :
- 3. Du contrôle ouvrier à l'autogestion ● 4. Institutions autogestionnaires
- 5. Formes de transition de la démocratie bourgeoise ou du monolithisme stalinien à l'autogestion ● 6. Pratique en Yougoslavie : de l'Etat centralisé à l'autogestion
- 7. Pratique en Yougoslavie : le plan et les marchés en Yougoslavie
- 8. Les formes de la dualité du pouvoir en Yougoslavie

Ce cycle sera présenté et animé par Victor FAY.

Bulletin d'inscription

NOM PRENOM
ADRESSE
.....
s'inscrit au cycle Autogestion et expérience yougoslave
Inscription : 50 F

Retourner ce bon à CPFS, 9, rue Borromée - 75015 Paris, avec le règlement correspondant (CCP : CPFS 15 307 39 C Paris).

critique à l'égard du gouvernement actuel.

L'échec de Barre, le caractère impopulaire de sa politique d'austérité, jouent beaucoup plus contre les giscardiens et les centristes que contre le RPR.

Si la droite l'emporte en mars prochain, il est fort probable que ce sera avec un RPR largement dominant. Giscard pourra-t-il alors éviter d'en passer par un accord avec Chirac ? Il n'aura guère le choix.

En effet le PS ne peut envisager un compromis avec la droite (sur le programme) que s'il est solidement arrimé à gauche (par son alliance avec le PC) ou s'il est en mesure de gouverner seul. Toute autre attitude serait pour lui suicidaire.

Que la gauche gagne ou non, l'hypothèse d'une nouvelle « troisième force », d'une coalition gicardo-socialiste laissant dans l'opposition le RPR et le PC, paraît de moins en moins vrai semblable, de plus en plus chimérique. Par la force des choses la crise appelle des solutions tranchées et ne peut qu'affaiblir les courants centristes et conciliateurs.

Si les travailleurs n'imposent pas leurs propres solutions, ce sont les tendances autoritaires de la droite qui risquent d'imposer les leurs. Il est encore temps d'y songer.

Léo GOLBERG ■

justice

pouvoir : le complot contre les libertés

Les magistrats sont en colère, l'opinion publique est inquiète : « L'Europe judiciaire » est en marche.

Il y a peu, un avocat allemand eut le tort de croire à l'existence du droit d'asile en France. Il fut réexpédié comme un colis vers le pays qu'il fuyait. Non sans avoir préalablement et en prime goûté aux sévices que réserve l'administration pénitentiaire aux hurluberlus qui l'obligent à sortir de sa morne routine quotidienne. Pendant ce temps, la France chantait « La Marseillaise » au Parc des Princes tandis que la gauche hésitait à se mobiliser pour ce qu'un dirigeant du PS a appelé « un criminel ».

● Au mois d'octobre dernier, un procureur bordelais s'exprimait en ces termes à l'audience du tribunal correctionnel : « Il est désormais impossible d'appartenir au syndicat de la magistrature et d'être magistrat ! (sic). Il est désormais impossible d'appartenir au syndicat de la magistrature et de rendre une saine justice ! » (re-sic). La Chancellerie a-t-elle suspendu le procureur Glaize ? Ne serait-ce que pour lui rappeler ainsi qu'à tous les parquetiers (1) de France et de Navarre « l'existence du pouvoir hiérarchique ». Elle l'a fait, et avec quelle solen-

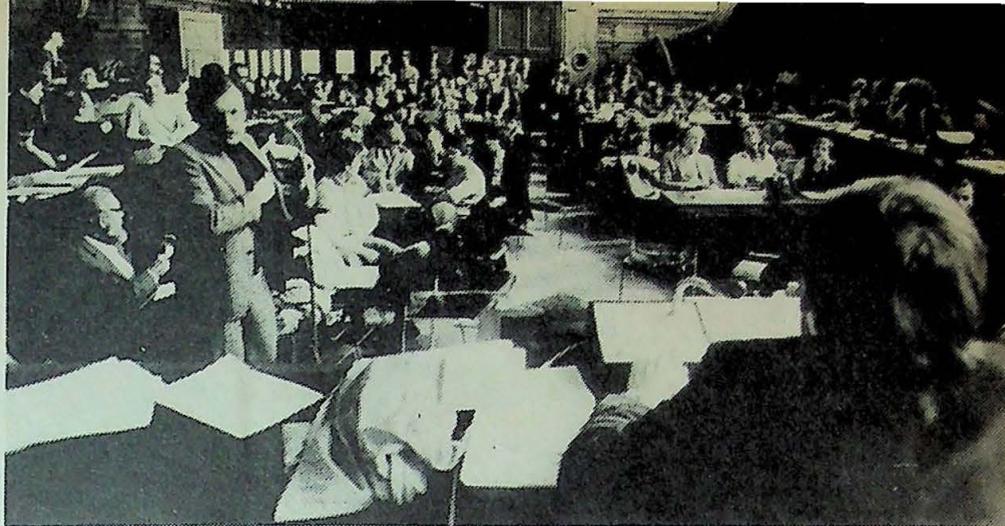


PHOTO SIPA

nité ! Mais il y a eu erreur sur la personne.

● Le 18 novembre 1977, Monique Guemann, substitut du procureur de la République à Draguignan et vice-présidente du syndicat de la magistrature à l'incroyable audace de déclarer « qu'en tant que magistrat ayant pour mission de par la Constitution de garantir les libertés, il m'apparaît de mon devoir de manifester mon inquiétude devant l'impossibilité pour la défense d'exercer utilement les recours déposés devant la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat du fait de l'exécution immédiate du décret d'extradition (de K. Croissant) ce qui me paraît être une violation des droits de la défense ».

Très exactement dix jours plus tard, on apprend que Monique Guemann est suspendue de ses fonctions. Motif donné imprudemment par le Gardé des Sceaux qui depuis l'extradition de Croissant n'a plus aucune difficulté à briller au firmament de la forfaiture : « a oublié l'existence du pouvoir hiérarchique ». Que cet aveu conduise Peyrefitte à une double impasse juridique importe peu. Là, le pouvoir hiérarchique manifeste sa discrète approbation au procureur Glaize, ici il décide de frapper un magistrat syndiqué qui se réfère au surplus à la Constitution. Deux poids, deux mesures : le Glaize et la balance en quelque sorte !

Récemment, le syndicat de la magistrature tenait congrès et vaticinait à propos du terrorisme : *Le Monde* révélait au même moment par un mince entrefilet qu'un conseil interministériel restreint s'était penché, sous la houlette du président de la République, sur les problèmes que pose en France le terrorisme.

● Jeudi dernier, les salariés sont en grève à l'appel des grandes centrales ouvrières. Les agents d'EDF font parler d'eux. Ils disposent d'une arme redoutable et ont la faiblesse de s'en servir. Pas de courant pour les hôpitaux, de pauvres vieillards grelottant, des enfants qui claquent des dents. Les moyens d'information créent le climat. Ceyrac se transforme en défenseur de la veuve et de l'orphelin. On croit rêver.

Le lendemain, la rumeur s'enfle. Ils ont osé remettre ça. « Ils », les grévistes. En fait, on sait aujourd'hui que le courant a été coupé à l'initiative de la direction générale d'EDF. Celle-ci a décidé de stopper les importations d'énergie, ce qui a provoqué automatiquement des ruptures de charge sur l'ensemble du réseau national. Les

raisons techniques susceptibles d'expliquer la pagaille de ce « vendredi noir » s'enchevêtrent et plongent le profane dans un abîme de perplexité. Barre fait le reste en recommandant à Boiteux, P-DG d'EDF, la plus grande fermeté. Y-a-t-il un lien entre ces différentes affaires ? Aucun, cela va sans dire. Il y a bien quelques chagrins pour avancer que leur conjonction pourrait ne pas être innocente. Que, curieusement, elle ressemble à une véritable offensive contre les droits tellement fondamentaux qu'ils sont inscrits dans la Constitution : « l'autorité judiciaire est gardienne de la liberté individuelle » (article 66) ; « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent » (préambule), sans parler du droit d'asile. Leurs craintes sont parfaitement injustifiées.

La preuve ? L'Europe judiciaire est en marche. C'est ce qu'annoncent, au moment où ces lignes sont écrites, la radio, la télé, les journaux. Le président de la République veut faire de l'Europe quelque chose de plus qu'un « simple espace économique », « Un espace judiciaire » : extradition automatique pour tous les délinquants et criminels qui encourent plus de cinq années de prison. Bref, le droit d'obtenir automatiquement et sans autre forme de procès, l'asile à Stammheim ou à la Santé.

● Et puis, autre preuve : deux substituts du procureur de la République, Hubert Dujardin et Pierre Renard-Payen, tous deux membres du syndicat de la magistrature sont interdits d'audience par leur procureur. Ils avaient le culot de vouloir imiter Monique Guemann. Mais aussi d'appliquer le célèbre adage : « la plume est servie, la parole est libre. » La morale de ces belles histoires est la suivante : désormais les salariés seront libres de faire la grève en travaillant. Et les juges libres de se taire. Peut-on alors admettre que la section d'Evry du syndicat de la Magistrature puisse déclarer dans un communiqué : « les magistrats qui se seront engagés à se taire, seront-ils seuls libres de prendre la parole aux audiences ? ».

La réponse va de soi. Il reste à Peyrefitte à dissoudre le syndicat de la magistrature. Au nom du respect des libertés syndicales. Et à proposer une nouvelle Constitution. Au nom de la sécurité.

Michel ETIENNE ■

(1) Parquetiers, magistrats du Parquet qui contrairement à ceux du siège sont amovibles et soumis à l'autorité du Gardé des Sceaux.

CNE : un pas en avant

Des acquis pour une nouvelle pratique et une nouvelle avancée. Une Conférence nationale qui confirme la priorité accordée par le PSU au secteur entreprise.

La conférence nationale qui s'est tenue à Dijon les 26 et 27 novembre a réuni les délégués PSU des sections et groupes politiques d'entreprise. Le fait en lui-même est important, car c'est la base ouvrière du parti qui a confronté sa pratique, discuté et pris position sur les problèmes d'actualité : analyse de la crise, chômage, conseils d'ateliers, commerce mondial, conflits longs sur l'emploi...

L'assemblée était représentative du parti dans les entreprises. Toutes les grandes branches et secteurs professionnels étaient présents avec un fort contingent de métallurgistes : majorité de CFDT mais aussi de nombreux CGT. La présence féminine était bien assurée. Les femmes ont exigé que la commission « femmes » ait lieu de manière à leur permettre de participer à tous les travaux, ce qui est évidemment positif. Les entreprises en lutte étaient représentées et ont pris la parole. Le film sur Lip a été projeté en soirée et Charles Piaget a animé la discussion.

Des positions qui passent

La conférence s'est ouverte par une intervention de Michel Mousel qui a réprécisé l'analyse du parti et ses positions après le Conseil national de Limoges. Il a insisté sur la situation nouvelle créée en France, notamment à gauche, et sur le rôle irremplaçable du PSU maintenant, en 1978 et au-delà. Les positions du parti « passent bien » et les militants ont tenu à signaler qu'elles étaient bien « reçues » par les travailleurs mais qu'il y avait encore du chemin pour les transformer en adhésion ou en militantisme politique dans les entreprises.

Trois rapports faisaient l'objet de la rencontre nationale :

• Les revendications

Elles concernent l'emploi par la réduction du temps de travail à 35 h et l'embauche de personnel correspondant à cette diminution. Elles concernent aussi les conditions de travail et la hiérarchie par la réduction de l'éventail hiérarchique, l'augmentation prioritaire des bas salaires, le plafonnement des hauts salaires et revenus, les augmentations uniformes.

Ces revendications ont été formulées en

terme de réponse politique aux problèmes d'aujourd'hui et de dynamique vers le socialisme. Elles s'inscrivent dans les propositions du PSU « *Produire et vivre autrement* ».

• Le contrôle ouvrier et les nationalisations

Le contrôle ouvrier est un des axes stratégiques du PSU pour avancer dans la transition au socialisme autogestionnaire. Il en découle une politique d'actions et de revendications anticapitalistes pour aujourd'hui et pour demain si la gauche parvient au pouvoir.

Partant de diverses réalités, le débat a permis de conclure au nécessaire rapport de force dans les entreprises nationalisables ou nationalisées, sans oublier l'extension des droits nouveaux dans les entreprises privées.

• Produire autre chose et autrement

Le PSU ne veut pas séparer les conditions de travail des produits fabriqués. Si la réorientation de la production doit être globale dans le cadre d'une planification

démocratique de l'activité économique, il faut déjà commencer par l'inventaire des transformations à imposer immédiatement : diminution de la pénibilité du travail, amélioration de la qualité des produits manufacturés, égalisations des conditions d'existence... Dans une stratégie de contrôle ouvrier, on imagine tout ce que cela suppose de discussions et de revendications dans les assemblées d'entreprises, mais aussi les quartiers populaires.

Après leur présentation et un premier débat en séance plénière, les rapports ont servi de support aux travaux de cinq commissions. Se situant au cœur des problèmes et des préoccupations des militants d'entreprises, les travaux ont été très riches.

Avec les rapports introductifs, la résolution et les comptes-rendus écrits des commissions constituent l'apport politique de cette conférence aux militants PSU d'entreprise et à l'ensemble du parti. La conférence a confirmé l'analyse du parti sur la situation actuelle des travailleurs et sur la crise au sein de la gauche. Elle a réaffirmé la stratégie d'unité populaire à partir des problèmes et l'action unie des travailleurs.

L'emploi et le contrôle ouvrier au cœur des débats

Le problème de l'emploi a été très débattu non seulement sous l'aspect de ses graves conséquences pour la classe ouvrière et les catégories les plus touchées : femmes, immigrants, jeunes, conflits longs, intérimaires... mais aussi sur les revendications offensives à avancer, précisées dans la résolution. (cf TS n° 764 p. 9). Par contre, il a été précisé que les comités locaux de l'emploi composés de délégués ouvriers, d'associations populaires locales et d'élus locaux n'ont de sens que dans le cadre de la gauche au pouvoir.

Un autre aspect important du problème d'emploi aujourd'hui est le commerce mondial. Entre la position de protectionnisme

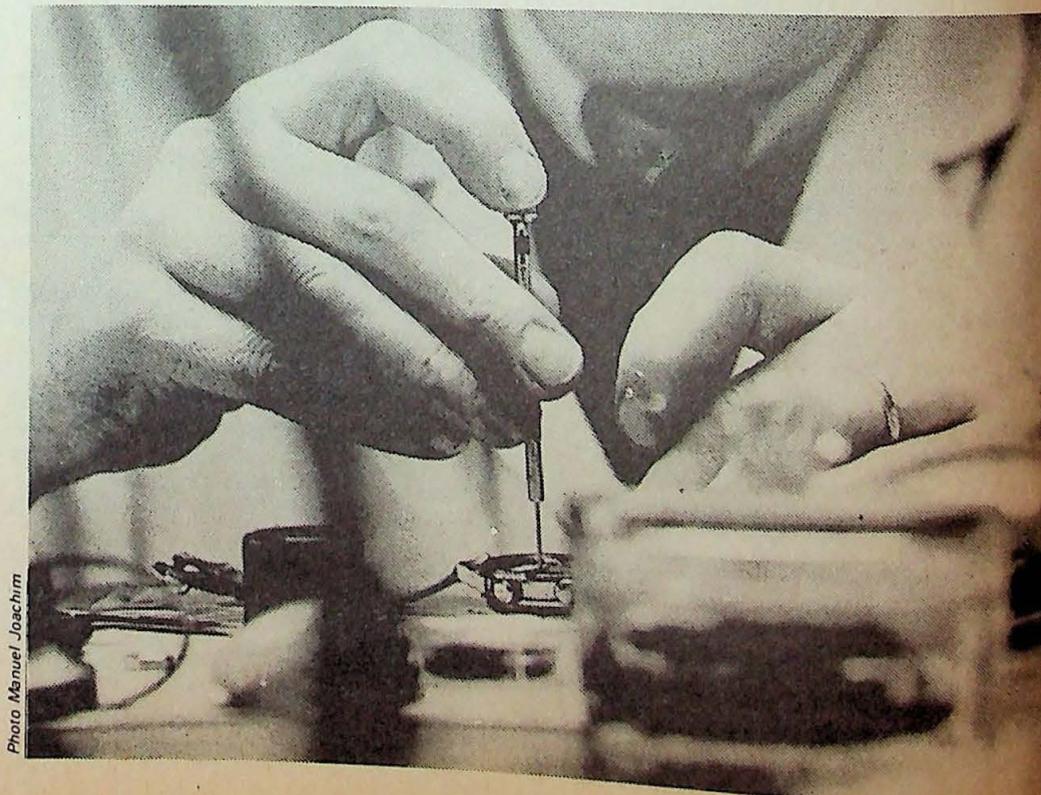


Photo Manuel Joachim

national étroit, et celle d'une concurrence capitaliste aboutissant à la division internationale du travail, quelle est la position du PSU ? Une première esquisse de position a été élaborée en commission, mais elle devra être reprise et complétée à tous les niveaux du parti.

La stratégie de contrôle du parti repose sur deux axes principaux : de larges nationalisations sous contrôle ouvrier ; une pratique dans les entreprises pour l'auto-organisation des travailleurs et les conseils d'ateliers. Là aussi, nous affirmons que le contrôle ouvrier ne se décrète pas. Il se met en place par la pratique du fait accompli dans une période de rupture.

La réflexion n'est pas terminée sur le rôle et les pouvoirs des conseils : certains estiment que les pouvoirs de gestion peuvent se transformer en cogestion. Les modalités d'élection ont été discutées. Les syndicats doivent garder leur autonomie et leur fonction de contrôle. Les élections aux postes de contrôle doivent se faire sur liste syndicale. Par contre il faut éviter ce mode de scrutin pour désigner des représentants dans la gestion. Dans ce domaine également, l'élaboration collective des positions du parti se poursuivra.

La conférence a dégagé une priorité : renforcer le parti dans les entreprises. Un appel aux travailleurs a été adopté. Il sera distribué dans les usines et services. Il invite aussi tous les militants autogestionnaires à l'action, pour construire l'unité autour des revendications, pour mettre à l'ordre du jour le pouvoir des travailleurs.

La réflexion théorique liée à la pratique n'est jamais terminée pour une organisation révolutionnaire mais, à un moment donné, elle la fixe dans un texte commun ; celui-ci sert d'acquis pour une nouvelle pratique et une nouvelle avancée. Ce fut bien le cas des travaux de cette conférence nationale entreprise du PSU.

Secrétariat national Secteur Entreprise ■

SUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE

La Conférence nationale entreprise du PSU, saisie de plusieurs affaires de dissolution d'organisation ou d'exclusions tant dans la CGT que la CFDT, réaffirme les conclusions du débat sur les rapports partis-syndicats qui a fait l'objet d'un numéro de PSU-Documentation. Elle estime que les militants politiques sont des militants à part entière dans les organisations syndicales. Ils participent aux discussions et à l'élaboration des positions syndicales. Les divers courants du mouvement ouvrier doivent pouvoir s'exprimer démocratiquement. Lorsque l'organisation syndicale a pris position, l'orientation définie par la majorité doit être respectée. Le syndicat, organisation de classe et de masse, doit se donner les moyens de respecter et de rassembler en son sein l'ensemble des courants qui traversent la classe ouvrière. Par contre tous les adhérents, de la base au sommet ne doivent pas nuire à l'organisation par une pratique fractionnelle.

Les militants du PSU, à partir de ce rappel de nos positions, ne sauraient admettre toute « chasse aux sorcières » ou exclusion de militants ouvriers sous prétexte de désaccord avec l'orientation ou la pratique de l'organisation syndicale. Le PSU refuse de s'immiscer dans la vie intérieure du syndicat. Ses militants doivent jouer un rôle essentiel pour le respect permanent de la démocratie syndicale. ■



Photo Manuel Joachim

portes ouvertes à Lip

Rachat du stock de montres au syndic ; commercialisation et répartition de ces montres ; montage en sous-traitance à Palente... Et puis, l'étape industrielle. C'est l'objectif de la coopérative créée par les Lip. Une coopérative qui a besoin de vous...

5 000 personnes samedi et 3 000 dimanche à 16 h. Palente revivait ses grandes heures d'affluence. De toute part les militants étaient venus. Il y avait là Mischler, Teppaz, CIP, CAT, SCPC (1), la sidérurgie Lorraine, Schlumpf, Idéal-Standard, les Tuileries de Paulagnet. Les partis de gauche avaient chacun envoyé une délégation : le PCF, le PS, le PSU bien sûr présent durant les deux jours et représenté par une délégation nationale.

Depuis 73 les travailleurs de Lip luttent pour un emploi pour tous au pays. L'impact du conflit a marqué profondément les luttes ouvrières. Il repose sur une explication largement diffusée à travers *Lip Unité*, les tracts et les journaux comme *L'Heure* réalisés pour ces portes ouvertes. Leur analyse a abouti à la nécessité d'une branche horlogère en France, à un plan régional et à une diversification de la production. Les Lip pendant cette période ont recherché la coordination des entreprises qui luttent pour leur emploi. Ils ont su créer un dynamisme propre aux travailleurs de l'entreprise à travers les assemblées générales quotidiennes, les commissions. C'est ainsi qu'ils sont 550 à lutter à Besançon aujourd'hui.

Face au dynamisme des travailleurs, à

leur ingéniosité pour faire face aux attaques dont ils étaient l'objet, le gouvernement et le patronat ont choisi le « pourrissement ». C'est d'ailleurs leur politique pour tous les conflits de longue durée. Il fallait démontrer l'incapacité pour Lip de vivre, et décourager tous ceux qui, en France, avaient repris, en les adaptant, la stratégie de la lutte inventée à Besançon. Si Lip était rayé de la carte, quel soulagement pour les patrons ! Tout a été essayé : enlever les machines, brader l'usine par la coupure du gaz, de l'électricité, du téléphone.

Cet acharnement s'explique car les luttes longues sur l'emploi, c'est le refus des travailleurs d'accepter la crise. 1 300 entreprises ont fermé en un an, une centaine ont résisté pendant 3 ou 4 mois, une vingtaine continuent leur bataille. Elles savent bien qu'une réponse limitée à une d'entre elles est insuffisante. Il faut qu'il y ait cohésion et relais de l'ensemble du mouvement ouvrier. Le chemin à parcourir est encore long. Cependant assister à la disparition de secteurs entiers de l'économie sans trouver les moyens de sauver l'outil de travail, c'est accepter la politique de la bourgeoisie et ne pas donner les moyens à un changement de majorité de réaliser une autre politique qui

réponde aux fermetures d'usines qui fournissent un emploi utile pour tous.

Devant le sabotage de la tentative Neuschwander, devant la volonté du patronat de liquider Lip et de supprimer l'effet de l'action des Lip sur les autres luttes, devant le risque de déménagement des machines, il fallait sauver l'outil de travail, redonner un nouveau souffle à la lutte à Besançon.

Les Lip ont décidé de créer une coopérative apportant une réponse circonstancielle au maintien de l'usine en activité. Dans un premier temps la Coop se propose de racheter le stock de montres au syndic et d'assurer leur commercialisation et leurs réparations. Dans un deuxième temps la sous-traitance (montage) aura lieu à Palente. L'aboutissement du projet ? L'étape industrielle. Pour réaliser cet objectif il faut 14 millions. Certes, la coopérative ne répond pas entièrement au problème de l'emploi. La lutte devra donc être maintenue pendant toute cette période. Mais le projet a reçu déjà des soutiens importants. La CFDT appuie l'initiative mais ne veut pas en faire, à juste titre d'ailleurs, la réponse unique aux conflits sur l'emploi. Elle propose un rassemblement le 4 février avec la participation d'Edmond Maire. Le PCF, pour sa part, a distribué dimanche un tract de soutien. Le PS approuve. Le PSU apporte son appui militant aux Lip.

Pour permettre à la Coop de démarrer, pour maintenir les liens entre Besançon et les autres conflits, une société « des amis de Lip » a été créée (1). Déjà des centaines de personnes y ont adhéré. Avec 30 F, 50 F ou plus, chaque lecteur de *TS* peut devenir un « ami » de Lip.

G. ARNO ■

(1) Présents aux portes ouvertes à Besançon, les travailleurs de la SCPC ont réalisé un jeu « Le Tour de France des luttes ». Ils fabriquent des céramiques sur de la lave. Pour qu'ils puissent continuer à se payer, pour qu'ils continuent leur lutte, leur jeu est en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Association amis de LIP, CNDP Besançon - St Claude n° 8003 16100045.

congrès FGM-CFDT : diversité et homogénéité

A l'heure où la division de la gauche crée le désenchantement chez les travailleurs, E. Maire lance un appel pour que les métallos CFDT soient au cœur de la relance syndicale.

La fédération générale de la métallurgie CFDT tenait son 37^e congrès du 24 au 27 novembre à Strasbourg. Avec ses 140 000 adhérents, cette fédération constitue la « colonne dorsale » de la confédération, voire « sa fille aînée », comme a pu le déclarer E. Maire, venu assister aux travaux.

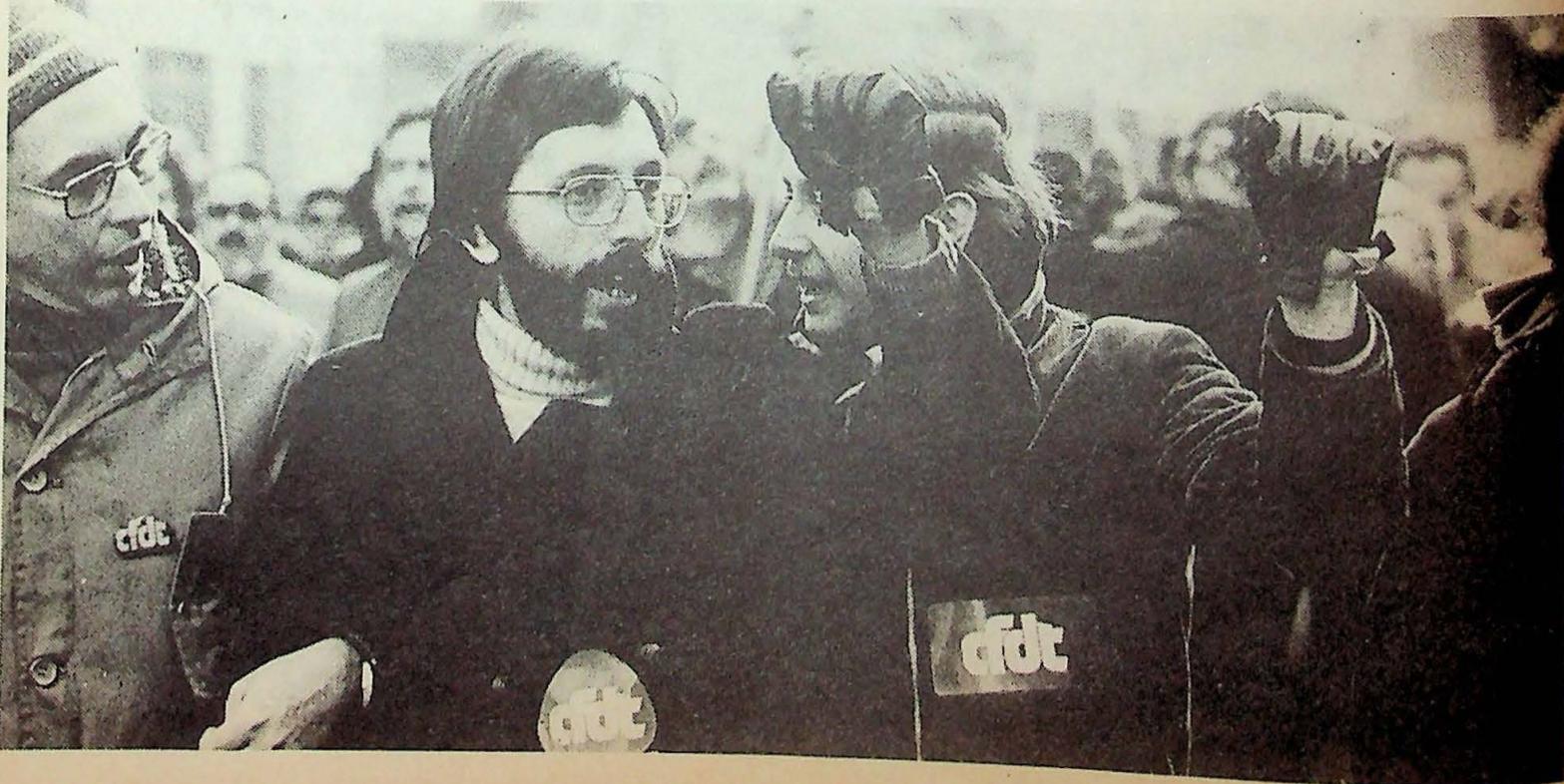
Le précédent congrès tenu à Grenoble avait révélé qu'une certaine opposition (environ 30 % des mandats) à la ligne politique et revendicative de l'équipe dirigeante, existait. L'enjeu portait sur les structures et surtout sur l'adhésion de nombreux responsables à l'opération « assises du socialisme ». Cette année elle a tenté à nouveau de relancer le débat sur les structures (priorité au développement et au rôle des sections syndicales). Elle a également présenté de nombreux amendements sur la manière dont la direction fédérale sortante analysait l'union des forces populaires. Notons en particulier qu'hormis l'union de la gauche aucune force politique ne semble, selon le rapport d'orientation,

faire partie du « camp populaire » : le PSU et l'extrême gauche sont ainsi rayés de la carte par omission.

Les très minoritaires...

Mais dans un congrès fort bien préparé, les arguments des minoritaires n'ont guère été entendus. La direction fédérale a recueilli de très confortables majorités sur son rapport d'activité et d'orientation. Les 22 amendements sur 329 présentés, choisis par le bureau fédéral sortant, ont été balayés ne recueillant que 7 à 11 % des mandats. Le souci de choisir des amendements significatifs pour faciliter les débats est louable. Certains syndicats (notamment ceux de Besançon, Belfort et Vesoul) se sont cependant élevés contre la nature même du choix, jugeant que les amendements les plus clairement contradictoires n'avaient pas été retenus.

Que ressort-il finalement de ce long



débat ? En premier lieu que les batailles de congrès ne sont souvent pas bien comprises par les délégués. Il semble aussi que les enjeux de la période sont analysés fort différemment selon les situations très diverses que regroupe une fédération aussi importante. Quel rapport existe-t-il, dans la pratique, entre la section d'une petite usine de mécanique de précision de quelques dizaines de syndiqués et les milliers d'adhérents du syndicat sidérurgie lorraine, lorsqu'ils se trouvent en face du même problème de licenciements ? Quels liens sont possibles entre les ouvriers du nucléaire qui posent des problèmes de condition de travail et ceux de l'électronique ?

Certes les analyses de la crise, de la restructuration capitaliste dans la navale, la sidérurgie, l'horlogerie, l'aéronautique, la machine-outil permettent de dégager les lignes de force. Mais chaque syndicat a du mal à les intégrer dans un rapport de force. Ce constat est apparu dans la soixantaine d'interventions sur le rapport général.

Unifier l'action

Pourtant les efforts de la FGM pour solidifier son intervention ne manquent pas : développement des réunions de branche (les inters), journées d'action nationales et régionales... Mais c'est surtout à travers l'élaboration d'un projet de convention collective nationale que l'unité de la fédération s'est révélée. L'unification des actions est indispensable contre un patronat qui, à travers l'UIMM, applique le plan Barre et adopte un comportement de plus en plus répressif. Les disparités entretenues par de multiples conventions territoriales ou catégorielles pourrait alors sauter. Mais quelle action permettra de déboucher sur une telle possibilité ? Plus articulée comme le dit la FGM-CFDT ? Ou par une alternance d'actions nationales et d'entreprises comme l'a préconisé le représentant de la FTM-CGT intervenant dans ce congrès ?

Des initiatives prochaines nous le diront. Le contentieux avec la FTM-CGT n'a pas été balayé par la grâce d'un discours réaffirmant la nécessité de l'unité. Dans la région nantaise plus précisément, le comportement de la CGT à travers le conflit Dubigeon, laisse des fossés difficiles à franchir. Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas ailleurs.

E. Maire, après avoir rappelé que la division de la gauche créait un désenchantement chez les travailleurs, lançait un appel, mélange d'espoir et d'angoisse, pour que la FGM soit dans les semaines à venir, dès le 1^{er} décembre, au cœur de la relance de l'action syndicale. Longuement applaudi, il convient d'espérer qu'il sera longuement entendu. Mais cela ne dépend pas seulement des heures chaudes de ce congrès très homogène derrière sa direction. Il faudrait aussi que soient dissipées les illusions qu'a entretenues depuis quatre ans le Programme commun, que les luttes soient mieux coordonnées entre elles. Dans le congrès de la FGM, cette compréhension a affleuré. Il demeure qu'elle n'est guère facile, ni toujours facilitée.

Y. SPARFEL ■

Coignet : Restructurer pour réprimer

Coignet, entreprise de construction publique, travaille essentiellement pour l'Education nationale (construction de CET et de CES). Elle employait 5 378 salariés en 1974 ; elle en compte aujourd'hui 3 600. Et la compression des effectifs se poursuit : 35 licenciements sont prévus au siège social, 204 à l'agence de Blanc-Mesnil (sur 268 salariés), 140 à Lille ; et l'usine de préfabrication de Nantes (40 personnes) fermera ses portes en décembre.

Il s'agit bien d'une nouvelle restructuration. Le bureau d'études de Coignet a éclaté en trois morceaux : deux sociétés juridiques bidons : AVETEC et BURITEC ; le tiers restant demeure sous le contrôle de Coignet. Dans le même temps, le secteur international s'étend, notamment au Maroc et au Nigéria. Sur l'ensemble de l'entreprise, les horaires ont baissé (retour à 40 heures par semaine) sans compensation de salaires.

Ce processus a un but. Lequel ? La CFDT pour sa part constate que les délégués syndicaux de Blanc-Mesnil figurent en bonne place parmi les licenciés. Ils avaient animé deux grèves dures en 1975 et en 1976. La CFDT exige donc la tenue d'un comité central d'entreprises. Arguant que ces mesures sont conjoncturelles, la direction refuse de les réunir. Or Coignet est bien connue pour déguiser les licenciements qu'elle opère sous prétexte de « fin de chantier ». Les inspecteurs du travail ont déjà dressé sept procès-verbaux à Blanc-Mesnil.

La direction générale de Coignet ne veut pas transiger. Elle refuse de recevoir les syndicats. Absence de 13^e mois, pas de 5^e semaine de congés payés, salaires au taux minimum de la profession, chasse aux syndicalistes, conditions de sécurité mal respectées... Cet ensemble de faits justifie la lutte entreprise par la CFDT. Celle-ci a d'ailleurs entrepris une action en référé pour obtenir la réunion du comité central d'entreprise. En cas de refus, la demi-journée de grève menée par le personnel du siège, pourra faire tache d'huile ■

Les cadres de Berliet-SAVIEM dans la clandestinité

Rien ne va plus chez les cadres de Berliet-Saviem, la branche poids-lourds de chez Renault. Ils viennent de passer à la clandestinité. « Pour des raisons d'efficacité », précise le tract que vient de diffuser le « comité d'action » qui vient de se constituer. Les cadres sont prêts à « utiliser tous les moyens », mais ne « dialogueront pas avec le semblant de direction actuelle ». Les raisons ? La nature de la direction du groupe Saviem-Berliet et la politique qu'elle poursuit. « Depuis trois ans, la République des copains a pris toutes les manettes : [...] de façon scandaleuse, les choix d'hommes ont été effectués en fonction de l'origine Saviem et non de la compétence. Nous n'avons pas bougé jusqu'ici, poursuit le tract, mais

aujourd'hui nous estimons de notre devoir de faire cesser le processus qui conduit à la catastrophe ». Alors, Berliet-Saviem, un mariage mal réussi ? Peut-être. La fusion se traduit par un règlement de comptes. Mais il y a plus grave. Le « comité d'action » souligne que, alors qu'on équipe les poids lourds de moteurs étrangers, la direction générale recourt aux licenciements et au chômage partiel. Une affaire à suivre. ■



Photo D. Maillat

Laid Sebai : un meurtre prémédité

Vendredi 2 décembre en plein jour, le gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, Laid Sebai est abattu d'une dizaine de balles de 11,43 par un « commando Delta » (appellation des groupes de tueurs de l'OAS en 61/62).

Ce meurtre est l'aboutissement logique et froid de toute une campagne savamment orchestrée depuis plusieurs semaines sur un fond plus ancien de racisme quotidien — un racisme quotidien entretenu — et de guerre économique.

Les meurtres contre des Algériens ne sont malheureusement pas une nouveauté. Tout le monde a encore en mémoire parmi les autres, l'attentat au consulat algérien à Marseille, les destructions de vitrines des boutiques algériennes et des locaux d'Air-Algérie. Non seulement la sécurité quotidienne de la communauté algérienne n'est pas assurée mais en outre l'appareil policier, dont le rôle devrait être de protéger ceux qui sont menacés, est tourné contre eux (rafles, fouilles, contrôles racistes dans le métro), l'arrêté Stoléru plus récemment, reprenant le mythe de ceux qui mangent le pain des Français.

Ce meurtre, perpétré par des « spécialistes » comme l'atteste le tir et le calibre utilisé, et des spécialités se réclament ouvertement de l'OAS, montre que les nostalgiques du colonialisme n'ont pas désarmés et veulent prendre leur revanche. Ils trouvent un soutien puissant dans l'hypocrisie politique giscardienne à l'égard de l'Algérie : qu'on pense aux récurrentes zizanies pétrolières entre les deux pays, à l'affaire saharouie...

A travers les ouvriers algériens, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est frappée. A travers l'Algérie, c'est le camp progressiste qui est attaqué : la solidarité internationaliste et ouvrière doit être sans faille. Le meeting organisé le jeudi 8 décembre à 20 h 30 à Paris par la CGT, CFDT, FEN, PC, PS, PSU, FRP, MRAP, ASFA, doit être à la hauteur de l'événement. Le PSU réaffirme sa solidarité pleine et entière avec les travailleurs algériens en France et avec l'Amicale, victimes d'une nouvelle agression qui ne doit pas rester, comme les précédentes, impunie. ■

tempête sous les bicornes

L'« X » occupée : chahut d'étudiants ? Folklore ? Non : une péripétie significative et du malaise de l'Etat et du développement d'un mouvement qui conteste de plus en plus le statut de « non droit » qui est celui de l'armée.

La presse et la télévision ont largement rendu compte de la répression dont a été victime la semaine dernière une élève de l'Ecole Polytechnique pour une altercation tout à fait anodine que ce dernier a eu avec le général Augier, directeur de l'école. Il faut dire tout d'abord que ce type de sanction (30 jours d'arrêt de rigueur) est monnaie courante dans l'armée pour ce type de « délit ». La réaction collective des élèves et la vague de sanctions qui a frappé leurs délégués pour la plupart syndiqués à l'UGE (Union des grandes écoles, illégale bien sûr dans cette institution militaire) a des précédents dans l'histoire de l'école et met donc en cause une fois de plus le statut militaire de Polytechnique. Rappelons qu'en 1975, à la suite d'événements analogues, une majorité de 80 % des élèves des deux promotions s'était prononcée par un vote contre ce statut, stigmatisant ainsi l'absence de libertés démocratiques qui lui est liée.

On peut se demander d'ailleurs pourquoi le gouvernement n'a pas profité du récent transfert de Polytechnique à Palaiseau pour « civiliser » l'école, une occasion ratée de mettre un terme aux contestations périodiques des élèves que des militaires bornés ne peuvent pas résoudre en souplesse et à l'écho que les médias ne manquent pas de leur faire !

Le mythe scientifique

C'est que le contrôle militaire de l'école n'est pas simplement un aspect désuet de la tradition et du prestige de l'« X ». Il garde des enjeux importants. L'Ecole Polytechnique est la clef de voûte du système des grandes écoles, a le quasi monopole des grands corps de l'Etat et fournit largement l'industrie en cadres de direction. De plus, à la différence de l'ENA, Ecole nationale d'administration, Polytechnique se présente comme une école scientifique de haut niveau. Et ce n'est pas le moindre de ses rôles que de perpétuer l'idéologie du serviteur scientifique de l'Etat, neutre parce que scientifique alors même qu'on en fait un instrument de justification des politiques de sabotage ou d'intimidation menées par le capitalisme pour se restructurer : discours « scientifique » sur le caractère nécessaire et

inévitabilité du recours à l'énergie nucléaire ; discours « scientifique » sur la nécessité des licenciements et des bradages dans certaines branches industrielles...

La poigne militaire

D'où l'importance d'une formation idéologique poussée des élèves, d'un contrôle strict des orientations de l'enseignement et du maintien de l'image de marque et de la spécificité de Polytechnique parmi les grandes écoles scientifiques. Toucher un tant soit peu à cette école risquerait d'ébranler le pilier qui soutient l'édifice idéologique et politique du système des grandes écoles et des corps de l'Etat.

L'armée étant le seul appareil d'Etat à avoir les moyens légaux d'exercer un autoritarisme total sans rencontrer de résistance de type syndical reconnue, la direction militaire de l'école se voit dès lors maintenue dans son rôle de blocage des contradictions d'une telle institution. Les moyens de fausser le débat à l'extérieur de Polytech-



PHOTO SIPA

nique sont soigneusement exploités : scolarité dans un campus dont le luxe l'emporte sur celui des plus riches universités américaines ; soldes « grasses » (3 800 F par mois) pour les élèves qu'on isole ainsi de plus en plus des autres étudiants qui connaissent la pénurie de la « fac » ordinaire ; privilèges de dispense du remboursement des études pour ceux qui veulent « pantoufler » dans le privé ; sécurité de l'emploi totale.

De l'eau dans le gaz

Mais, depuis 1968, les soubresauts périodiques qui agitent Polytechnique révèlent un malaise de l'institution. Les contradictions s'exacerbent. Une minorité croissante d'élèves « décrochent » d'un enseignement sur lequel ils ont de moins en moins à se prononcer et qui tend de plus en plus à n'être qu'un « vernis polyscientifique » préparant toujours plus de gestionnaires, d'administrateurs, de technocrates du capitalisme au détriment de la recherche vis-à-vis de laquelle le pouvoir mène par ailleurs une politique de sabotage. Ceux qui voudraient animer l'école par des débats liés à des pratiques sociales (nucléaire, justice, immigration...) subissent une censure systématique alors que la présence aux conférences militaires d'information est étroitement contrôlée.

Les enseignants eux-mêmes en sont réduits à se lamenter dans les « tribunes libres » du *Monde* (cf. Laurent Schwartz) faute d'être écoutés par la direction qui sait masquer de démagogie un autoritarisme qui réduit tout examen à un bachotage en vue du classement et se soucie peu des élèves qui ne travaillent plus et seront de toute façon récupérés à la sortie. Fait significatif : un directeur adjoint de l'enseignement scientifique vient d'être mis en retraite anticipée par A. Giraud, président du conseil d'administration de Polytechnique qui sévit par ailleurs comme directeur du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Quant aux personnels des laboratoires de recherche de l'école, ils supportent de plus en plus mal les atteintes portées aux libertés syndicales.

L'autogestion contre les « grands corps »

La lutte pour les libertés démocratiques à Polytechnique doit être soutenue pour que puissent enfin éclater en son sein et à l'extérieur les vraies questions sur la formation des cadres. Le PCF et le PS proposent de réintégrer les grandes écoles dans l'université et de les démocratiser. Mais au-delà, il faut aussi remettre en cause le système de sélection des « serviteurs de l'Etat » qui soutient toute politique technocratique. Les luttes autogestionnaires et écologiques qui se heurtent au pouvoir à travers ses grands commis montrent que le socialisme ne se construira pas en France sans détruire le système des grandes écoles et par là les grands corps de l'Etat, le fief de l'Etat, fief des Polytechniciens.

Un ancien élève de la promotion 74 chercheur aux labos de l'X appartenant au groupe PSU de Polytechnique.

mars 78 : quelle défense

Le forum des 26 et 27 novembre 1977 pour « une défense populaire non nucléaire » a réuni des représentants du MDPL, du MAN, du PS et du PSU. Quatre carrefours — *comment et pourquoi renoncer à l'arme nucléaire ; contrôle populaire et politique de défense ; défense populaire et politique internationale ; défense populaire armée ou défense populaire non violente* — ont précédé un débat général sur le thème des échéances de 78.

C'est de ce débat — auquel participaient, à la tribune, Louis Besson (PS), Claude Gault (*Témoignage chrétien*), Alain Joxe (PSU), Pierre Fabre (MDPL), Michel Mousel (PSU), Jean-Marie Muller (MAN), Paul Virillo (urbaniste), Patrick Viveret (PS, rédacteur en chef de la revue *Faire*) et de nombreux intervenants de la salle — que *Tribune socialiste* rend compte ici. En regrettant de ne pouvoir, faute de place, citer que de brefs extraits de certaines des interventions effectuées.

Patrick Viveret (PS) : « Quelle relation existe-t-il entre dissuasion nucléaire et défense populaire ? Certaines thèses affirment la complémentarité de ces deux types de défense. Thèses erronées à mon avis. C'est d'ailleurs ce qu'affirme un partisan de la discussion nucléaire, le général Buis. Qui fait remarquer que la logique même de la dissuasion à la française implique qu'il n'y ait pas de force de mobilisation populaire « doublant » la force de frappe, sauf à douter de la capacité dissuasive de cette force nucléaire. Pour la même raison d'ailleurs, ce général refusait toute politique de protection en cas de guerre atomique : construire des abris anti-atomiques, affirme-t-il, ce serait démontrer que nous ne croyons pas vraiment à la valeur de notre dissuasion.

Autre contradiction dans la thèse de la complémentarité : la structure même de l'arme nucléaire ne suppose-t-elle pas la spécialisation et la centralisation, alors que la problématique du socialisme autogestionnaire appliquée au problème de la défense populaire prônera au contraire la démocratisation, la popularisation et la décentralisation ? Concilier les



Photo Manuel Joachim

structures qu'implique l'armement nucléaire et les objectifs politiques du socialisme autogestionnaire — et même du socialisme tout court — est tout bonnement impossible.

Troisième contradiction : vouloir concilier dissuasion nucléaire et force de mobilisation populaire, c'est mettre en cause l'objectif même d'un système de défense populaire. La défense populaire ne prétend pas poser simplement le problème de la défense du territoire ou de la défense d'un certain système d'alliances (comme c'est le cas de la défense classique) ; elle pose le problème de la défense des objectifs qui sont ceux d'un système de société. L'adhésion aux objectifs de ce système de société, le consensus nécessaire pour faire en sorte que les gens aient, non seulement envie d'œuvrer à la réalisation, mais envie d'œuvrer à la défense de ce modèle de société contre d'éventuelles attaques, ce consensus suppose un degré de mobilisation relativement fort — infiniment plus fort que dans la situation actuelle. De ce point de vue, la dissuasion nucléaire, c'est une démobilisation de la population sur la question même de la défense.

Mais récuser la thèse de la complémentarité entre l'arme nucléaire et la défense populaire, c'est aussi accepter de se poser des questions difficiles :

— *la défense populaire, est-ce suffisant ?* Penser « défense populaire », c'est trop souvent se contenter ensuite d'une référence vague à des modèles armés de type « guérilla », alors que les exemples historiques de guérillas réussies ont peut-être marché parce qu'il y avait par ailleurs des moyens militaires de type classique (cf. Vietnam).

— *Si elle ne repose pas sur un très fort degré de consensus à l'intérieur d'un pays, la défense populaire ne débouche-t-elle pas sur le problème de la guerre civile ?* Ques-

tion dramatique qu'il faut avoir le courage d'aborder.

— *un gouvernement de gauche qui amorcerait une politique de défense populaire ne risque-t-il pas de mettre en place les structures militaires et le consensus idéologiques qui, par la suite, pourraient être utilisés par la droite pour une militarisation accrue de la société française ?* Ainsi voit-on en Amérique latine certaine conception de la géo-politique construire autour du concept de « sécurité nationale » déboucher sur une militarisation forcenée des sociétés.

Jean-Marie Muller (MAN) : Toute politique de défense doit être avant tout la défense d'une politique. Ce primat du politique nous amène à récuser la probléma-

J.M. Muller

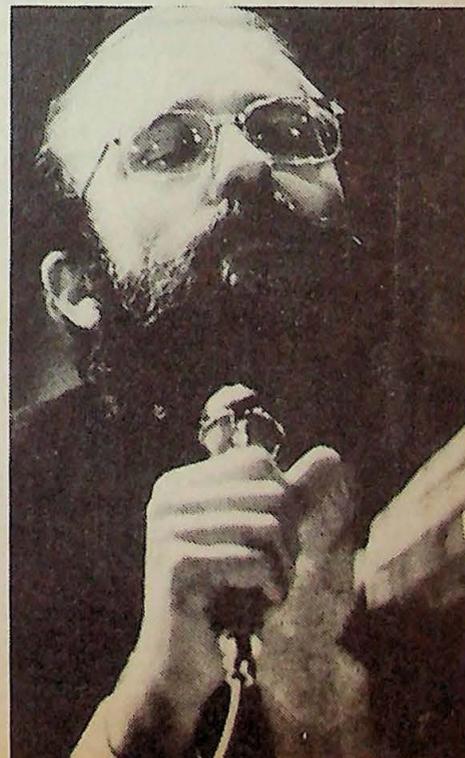


Photo Manuel Joachim

tique de la dissuasion nucléaire pour opter en faveur de la problématique de la défense populaire. Si nous choisissons l'instrument nucléaire, nous serons, que nous le voulions ou non, victimes de contraintes sociales, économiques, politiques de cet instrument. Avec ce qu'on a appelé le « complexe militaro-industriel » s'est développée une idéologie que je qualifierais « d'idéologie militaro-industrielle » dont les tenants de la dissuasion nucléaire sont en quelque sorte les victimes.

J'ajoute que la dissuasion nucléaire ne tolère aucun aménagement. Le « rapport Kanapa » a tenté d'aménager la dissuasion nucléaire (en refusant la stratégie anti-cités, en refusant d'être l'auteur de la première frappe, en préconisant l'institution d'un collectif de décision) : il n'a convaincu personne : on n'échappe pas à la logique nucléaire.

Dès lors, le problème qui se pose à nous, à l'horizon 78, est le suivant : comment la gauche se situera-t-elle par rapport à l'héritage nucléaire que la droite lui laissera ? Une des exigences fondamentales du socialisme c'est, au même titre que la socialisation des moyens de production, la socialisation des moyens de défense. Or l'instrument nucléaire ne peut être géré selon les principes du socialisme — du socialisme autogestionnaire en tout cas. On peut, bien sûr, nationaliser les industries nucléaires : on ne peut les socialiser (et quand je dis « les industries nucléaires », j'inclus bien sûr le nucléaire civil). Socialiser les moyens de défense n'est réalisable que par la défense populaire dont la dynamique doit viser à restituer au peuple la maîtrise et le contrôle des finalités et des moyens de défense, alors que la dynamique de la dissuasion nucléaire repose sur le pouvoir discrétionnaire de l'Etat. L'instrument nucléaire, en ce sens, met fin non seulement aux prétentions de la démocratie et de l'autogestion, mais tout simplement aux prétentions du socialisme.

Il importe en revanche de bien situer cette défense populaire par rapport aux agressions potentielles auxquelles devrait faire face un gouvernement de gauche. Ces agressions ne sont pas d'abord de nature militaire : mais de nature idéologique, économique, politique. Elles tendraient à déstabiliser le régime intérieur de gauche qui tenterait d'engager une transition effective vers le socialisme autogestionnaire. C'est donc essentiellement en termes de résistance populaire à ces agressions-là, en termes de *défense civile* que nous devons essayer de préciser ce premier temps d'un affrontement entre les forces du socialisme autogestionnaire et les forces qui leur sont hostiles.

Michel Mousel (PSU) : J'interviendrai par rapport à ceux qui justifient le recours au nucléaire en invoquant la nécessité, pour un pays qui cherche à adopter une voie politique originale, de préserver son indépendance. Une des raisons majeures pour lesquelles nous sommes opposés à la force de frappe, c'est précisément parce que nous voulons l'indépendance, la possibilité de construire un autre type de société, alors que la force de frappe, c'est la dépendance.

D'un point de vue purement militaire, la notion d'indépendance grâce à la force nucléaire est en effet parfaitement factice. Ne serait-ce que parce que, pour une

puissance secondaire telle que la France, choisir la dissuasion nucléaire c'est nécessairement s'engager dans une course à la technologie, à l'information, au renseignement, à la sécurité et au contrôle, qui ne peut qu'amener le pays à se placer dans la dépendance des puissances principales qui sont plus avancées que lui dans ces domaines. Mais aussi parce que se défendre en recourant à une défense nucléaire nationale ou se défendre en s'abritant derrière le parapluie nucléaire d'une super-puissance ne constitue pas vraiment une alternative : c'est faire un même choix (la nuance étant

M. Mousel

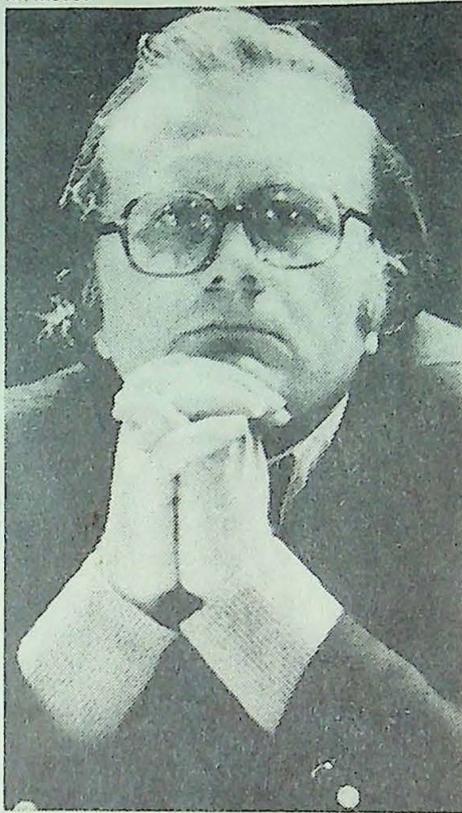


Photo Manuel Joachim

dictée par les types d'alliances politiques et d'alliances de classe qu'on a fait).

C'est bien pourquoi d'ailleurs nous sommes un peu préoccupés quand nous constatons que l'amendement présenté à la résolution du Parti socialiste par les camarades socialistes ici présents, récuse certes le choix nucléaire mais maintient l'option atlantique qui semble pour l'heure actuelle celle de la majorité du PS. Une telle démarche ne change pas fondamentalement la nature du problème dans la mesure où l'arme nucléaire n'est pas, dans notre pays, une arme tournée vers l'extérieur mais une armée tournée vers l'intérieur. Elle n'a pas, militairement, la crédibilité que prétendent lui prêter nos grands stratèges qui s'adonnent sur ce thème à de purs exercices de style : dès lors qu'elle n'a pas de crédibilité militaire, elle ne peut avoir de fonction qu'intérieure. Et cette fonction est d'assurer, au nom d'un consensus national nécessaire, un certain type de consensus social et politique, parfaitement opposé à une lutte de classe prolongée permettant la construction du socialisme. Fonction idéologique, psychologique, sociologique qui conduit, comme le remarquait J.-M. Muller, à une impréparation complète face aux menaces auxquelles nous risquons d'être confrontés.

De ce point de vue, le virage du PCF, en

ce qui concerne la force de frappe est très révélateur d'une certaine incapacité à répondre à la question majeure : « qu'est-ce que ça donne sur le plan international ? ». Car il ne suffit pas d'avoir d'une part des affiches proclamant « *Fabriquons français* », d'autre part des fusées Pluton, pour résoudre le problème de la dépendance économique de notre pays. Le PCF a fait descendre le rideau de la force de frappe pour voiler la difficulté essentielle qui se situe, de ce point de vue, sur le terrain économique. Dénoncer le « mythe de la force de frappe » c'est dénoncer le fait qu'il sert à masquer la réalité des problèmes. Sans même aborder le problème économique, il est clair que, d'un point de vue strictement militaire, la force de frappe a masqué l'incapacité à définir une véritable défense correspondant à la situation politique de lutte de classe dans laquelle nous nous trouverons. Que la force de frappe existe ou non, d'ailleurs, ne change rien : nous n'avons pas, aujourd'hui, de système de défense correspondant à la situation politique dans laquelle nous serons.

Alors, je préfère qu'on lève l'écran, qu'on pulvérise les mythes et qu'on regarde la réalité en face. Le problème n'est pas pour nous de choisir entre la dissuasion nucléaire telle qu'elle est aujourd'hui et la défense classique telle qu'elle se présente aujourd'hui ; mais d'élaborer un autre système de défense — ce qui nous permet de nous poser le problème de la défense populaire et d'amorcer le débat, le travail collectif sur ce problème.

Notre problème aujourd'hui est moins de savoir comment on va se débarrasser de la force de frappe et dans combien de temps (2, 3, 4, 5 ans ?) que de savoir si nous nous donnons la possibilité de résister à la fois à une éventuelle subversion interne et à une éventuelle subversion externe.

A cet égard, les vraies questions ne sont pas simplement d'ordre militaire : c'est la question de la politique économique à suivre notamment vis-à-vis de l'extérieur : c'est la question de l'aménagement du territoire (laisser se créer des déserts sur la territoire, se développer le gigantisme urbain ou la concentration des unités de production : voilà, en terme de défense, des questions essentielles) : c'est la question de savoir si l'on va jouer ou non la carte de la disparition du « ghetto militaire », de savoir si l'on va appliquer ou non à toutes les activités, y compris militaires, les formes de contrôle civil qui seront promues : c'est la question des moyens à se donner, à bref délai, pour élaborer une doctrine de défense, démocratiquement discutée, qui soit cohérente avec le type de dynamique sociale et politique que nous souhaitons impulser.

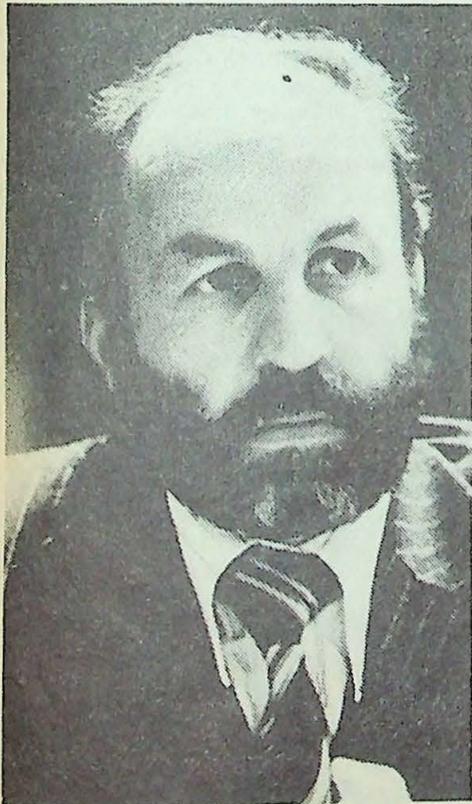
Louis Besson (PS) : Le Parti socialiste tiendra, le 11 décembre prochain, une convention sur ces problèmes de défense. Convention dont la base sera le texte unanime du bureau exécutif du PS qui reprend et explicite quatre points sur lesquels l'accord s'était fait au niveau du « groupe des quinze » chargé de discuter de l'actualisation du Programme commun. Les quatre points réaffirmaient l'attachement de la gauche à la renonciation à l'arme nucléaire sous quelque forme que ce soit : affirmaient l'engagement du gouvernement

de la gauche à rechercher les conditions du désarmement (aussi bien par la voie d'une conférence mondiale que par celle d'une conférence des pays possédant l'arme nucléaire) : stipulaient qu'en attendant, l'arme nucléaire française serait maintenue en état ; indiquaient que la décision finale appartiendrait aux Français.

Notre interprétation de ces textes est conforme aux fidélités qui ont toujours été les nôtres — aux fidélités de tous ceux qui, au sein du Parti socialiste, pensent que l'adhésion au principe de la dissuasion nucléaire est inacceptable et constitue un pari dangereux qui repose tout entier, au niveau des relations internationales, sur un effroyable chantage à quelques millions d'otages civils. C'est pourquoi nous sommes de ceux qui ont signé un amendement qui limite le maintien en état de l'arme nucléaire à une phase de transition pendant laquelle l'obligation sera faite au gouvernement de la gauche de créer une alternative — alternative ne pouvant se situer qu'au niveau d'une défense populaire sur laquelle des recherches sont nécessaires.

Les signataires de l'amendement pensent en outre que, pour aller dans le sens d'une désescalade nucléaire, le gouvernement de gauche devra procéder à un certain nombre d'actes concrets : la motion unanime du bureau exécutif de notre Parti préconique à

L. Besson



cet égard la renonciation aux « Mirage » : nous proposons qu'un second geste soit fait, à bref délai, en matière d'abandon des missiles du plateau d'Albion et du programme Pluton. Autrement dit, nous souhaitons une dénucléarisation totale du territoire national, le maintien en état ne concernant dès lors que les seuls sous-marins nucléaires lance-engins et ne valent que pour garantir la réversibilité du choix des Français lors de leur décision finale. Condition de la démocratie du débat annoncé, le maintien en état est donc porteur

en lui-même d'une renonciation au principe de l'utilisation de l'arme nucléaire.

Pierre FABRE (MDPL) : Il me semble que toute situation transitoire acceptant le

P. Fabre



Photo Manuel Joachim

maintien opérationnel d'un élément ou de l'ensemble des éléments de la force de frappe française est une position politiquement dangereuse et politiquement confuse. Nous avons défendu la thèse de la non crédibilité de la dissuasion française : nous avons fait valoir qu'elle était ruineuse, etc. Ce n'est pas en disant maintenant que nous allons maintenir opérationnellement cette force de frappe pendant un, deux, trois, cinq ans, que nous allons clarifier le débat aux yeux de l'opinion française. La seule transition qui nous paraisse possible, c'est celle de la transition vers le démantèlement total de cette force de frappe nucléaire ; ce qui implique sa non-opérationnalité immédiate. Ne donnons pas à la dissuasion française une crédibilité qu'elle n'a pas !

J.M. MULLER (MAN) : Ce concept de « maintenance en état » est en effet piégé et même trompeur. Pour le rapport Kanapa, il s'agit d'un maintien en état opérationnel incluant les progrès techniques éventuels ; autrement dit, il s'agit bel et bien d'un perfectionnement, d'un développement de l'arme nucléaire. Les dirigeants du CERES en donnent une interprétation voisine. Je prends acte de l'interprétation nouvelle que vient de donner Louis Besson pour qui le concept de maintenance en état peut être porteur d'un processus de renonciation. Mais, pour ma part, je pense que la dissuasion nucléaire est une erreur et, pour des socialistes, une faute et un danger : je ne vois aucune raison de « maintenir en état » une erreur et un danger.

IDS : Dans les mois qui suivront son avènement à la majorité, la gauche autorisat-elle les soldats à se réunir en états généraux pour discuter de leurs revendications, de leurs droits, et y compris des transformations à apporter au système de défense ? Toute démarche allant dans le sens du contrôle et de l'autogestion nous paraît exiger réponse à ces questions.

Michel MOUSEL (PSU) : A terme,

dans une perspective lointaine, il n'y a pas de différence fondamentale entre le problème de la défense et le problème de l'autogestion généralisée de l'ensemble de la société. On peut même imaginer que, dans ce cadre de l'autogestion généralisée de la société et de la défense qui lui correspond, on doit aller dans le sens d'une défense de caractère non-violent. Mais, dans l'immédiat, nous devons bien envisager un affrontement violent entre une gauche décidée à engager un certain nombre de transformations sociales importantes et une droite, une bourgeoisie nationale ou internationale qui, pouvant jouer sur plusieurs niveaux, disposera encore à la fois du choix du moment et du choix des armes pour attaquer.

Comment répondre à cette question sans être en contradiction avec l'objectif qu'à terme nous poursuivons ? Car nous savons — l'Histoire nous l'enseigne — que si nous répondons « la fin justifie les moyens, le gouvernement de gauche devra utiliser n'importe quel moyen pour faire face au risque de subversion interne ou externe », nous détruirons inévitablement l'objectif que nous voulons atteindre.

Nous devons à cet égard écarter deux types de mythes : celui de la neutralisation de l'armée ; et celui de la destruction de l'armée à brève échéance. Mythes dangereux qui ne posent pas les problèmes qu'il faudra affronter. Le plus grand risque que nous courons, c'est celui de donner au corps militaire, à l'encadrement militaire moyen qui s'interroge sur notre projet et sur ses propres fonctions, l'impression que nous ne sommes même pas capables de poser le problème de la défense de ce que nous faisons. Passer aux yeux des militaires pour des « rigolos », c'est le meilleur moyen de créer une espèce de réaction de type fascisant à l'intérieur de l'armée.

Là se pose le problème du contrôle civil sur l'appareil militaire. Il s'agit notamment de balayer cette situation de « non droit » qui est celle de l'armée. La reconnaissance du droit syndical, du droit d'association, d'information, d'expression à l'intérieur de l'armée en est une condition essentielle. Elle implique que le contingent soit présent dans toutes les unités sans exception. Elle implique aussi que les changements institutionnels qui seront effectués concernent aussi les activités militaires. Cette banalisation de l'ensemble du corps militaire est une question urgente qui se posera dès le lendemain d'une victoire de la gauche.

Question de la salle : Nous avons peu abordé le problème des menaces au cours du débat. Ne pourrait-on revenir sur ce sujet ?

Patrick VIVERET (PS) : La confusion sur ce point est née de la thèse de « la défense tous azimuts », de la façon dont le PCF a repris cette thèse et de la façon dont certains camarades du PS — notamment au CERES — ont établi une sorte d'équation entre défense et socialisme, défense de l'indépendance nationale et possession de l'arme nucléaire, en opérant une espèce de « placage » néo-gaulliste, élaboré au nom de la défense tous azimuts, sur une politique socialiste de la défense.

Or, il n'y a pas de défense tous azimuts possible. Le gaullisme lui-même l'a tout de suite abandonnée au profit de la thèse de la

« sanctuarisation » — sanctuarisation de la France uniquement d'abord, puis, avec Giscard d'Estaing et le général Mery. « sanctuarisation élargie », c'est-à-dire intégration pure et simple de la France dans le dispositif atlantique. La défense tous azimuts — sur tous les terrains et tous les

P. Viveret

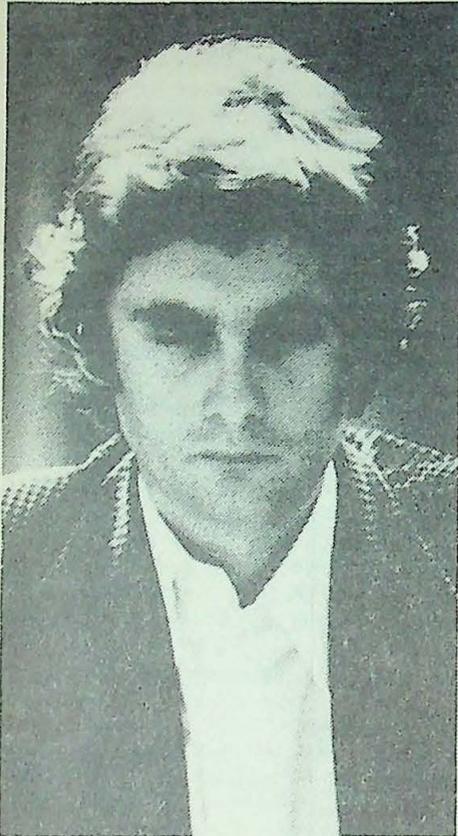


Photo Manuel Joachim

fronts à la fois — est, militairement, une absurdité. La politique de défense commence le jour où l'on définit telle ou telle priorité. Or — Pierre Naville le remarquait dans un récent débat publié par *Tribune socialiste* — la nature de la menace qui pourrait venir de l'URSS n'est pas la même que celle qui pourrait émaner de l'impérialisme américain ; la nature des réponses à apporter est donc, dans l'un ou l'autre cas, différente. Une expérience de transition au socialisme en France bloquerait certes l'espace politique ouvert au jeu des intérêts impérialistes ; elle créerait donc des tensions et, de la part des Etats-Unis en l'occurrence, une volonté politique de déstabiliser la zone où se déroulerait cette expérience ; mais il est fortement invraisemblable — ne serait-ce que pour des raisons géographiques que cette menace se situe au niveau militaire.

Je rejoins également Pierre Naville quand il estime que la seule véritable menace militaire, pour autant qu'elle existe, se situerait du côté soviétique. Mais, même dans cette hypothèse qui est un peu pour moi une hypothèse d'école, la nature de cette menace ne se situe pas sur le plan nucléaire. Y compris si elle va jusqu'au bout sur le terrain militaire, la menace soviétique reste dans la logique d'une déstabilisation de l'espace européen destinée à éviter la contagion des socialismes démocratiques sur les pays de l'Est. Et, en termes de défense, une telle menace n'est traitable que sur le plan d'une défense populaire capable

de causer à l'envahisseur éventuel tant de difficultés que sa seule perspective est dissuasive. En somme, jouer la dissuasion populaire serait, dans cette hypothèse, bien plus adapté à la nature de la menace que la dissuasion nucléaire.

Ce sont les raisons pour lesquelles nous n'optons pas pour une politique totalement neutraliste et pour laquelle nous n'envisageons pas de rupture unilatérale de l'alliance atlantique. Sans doute avons-nous sur ce point, à cette tribune, des désaccords.

Michel Mousel : Nous avons effectivement des désaccords avec Patrick Viveret sur ce problème de l'Alliance atlantique. Patrick a laissé entendre que ceux qui sont contre l'Alliance atlantique sous-estimeraient le danger que représente l'URSS. Pour notre part, au PSU, nous ne sous-estimons pas le danger en question : nous pensons qu'il est parfaitement réel, l'Histoire est là pour le rappeler. Mais si nous ne sous-estimons pas le danger représenté par l'URSS par rapport à une expérience socialiste en France, nous ne sous-estimons pas non plus le danger venant des Etats-Unis et de ceux qui peuvent soutenir leur action. Patrick Viveret évoque, pour l'écarter, des raisons géo-politiques. Mais la géo-politique, c'est également le voisinage de la République fédérale d'Allemagne, la présence de divisions américaines et allemandes dans ce pays. Nous savons parfaitement qu'on s'en est souvenu pour faire pression politiquement sur le Portugal ; qu'elles ont été la menace à l'égard de l'Italie ; qu'elles constituent dans une large mesure l'un des éléments de menace extérieure par rapport à une expérience socialiste en France. Il ne faudrait pas l'oublier, surtout par les temps qui courent.

Deuxième remarque. Les éventuelles menaces soviétiques devant une expérience

socialiste en France, sont en réalité de deux ordres :

— le premier est lié aux phénomènes de déstabilisation que créerait une expérience socialiste autogestionnaire en France dans les pays de l'Est : Patrick l'a évoqué. Mais dès lors qu'il ne s'agit pas d'une menace d'ordre nucléaire, pourquoi faire référence à l'Alliance atlantique ? Pire. Dans une telle hypothèse, l'appartenance à l'Alliance atlantique ne peut qu'être la source d'une confusion politique sérieuse : ainsi, pour défendre la position anticapitaliste, autogestionnaire en France, on devrait montrer aux pays de l'Est qui tenteraient alors d'échapper à l'emprise soviétique qu'on n'a pas d'autres recours que les Américains ? Rééchissons plutôt sur l'expérience yougoslave, sur ce que signifie la politique internationale qui a permis à la Yougoslavie de « tenir le coup ». Non pas pour la prendre à notre compte. Mais en pensant que la seule réponse à ce type de problème est de définir un autre type d'alliance de caractère anti-impérialiste. Ce serait, là aussi, l'une des tâches principales d'un gouvernement de gauche dès ses débuts.

— Deuxième hypothèse : d'éventuelles attaques de l'Union soviétique : il y a un conflit généralisé sur le plan des relations entre pacte de Varsovie et Pacte atlantique. Mais, même en termes géo-politiques, nous ne serons impliqué dans un conflit de ce type que si nous sommes membres de l'Alliance atlantique. De même qu'il est absurde d'imaginer qu'on se défend contre les risques d'agressions nucléaires en faisant le plateau d'Albion (qui va, en réalité, entraîner sur nous la foudre), de même, dans cette hypothèse, on ne se défend pas contre les risques d'agression soviétique : celui-ci au contraire nous met directement sous le coup de la menace soviétique. » ■



Photo Manuel Joachim

textile : des accords poudre aux yeux

Parce que les ouvriers coréens du textile sont payés 12 fois moins que leurs collègues français, on licencie chez Boussac, Montefibre et Cie. Une mécanique internationale que n'enrayeront pas les accords bilatéraux qui viennent d'être signés à Bruxelles.

Les négociations engagées depuis le 11 octobre dernier par la Communauté européenne avec ses 34 principaux fournisseurs de produits textiles (parmi lesquels Hong-Kong, la Corée du Sud et Formose



qui représentent 70 % de l'ensemble des importations de la CEE) se sont terminées par la signature d'accords bilatéraux de limitation des importations textiles. L'établissement de tels accords étaient la condition pour la Communauté européenne du renouvellement de l'accord « Multifibres » signé en 1973. Que signifient ces accords ? Sont-ils une réponse possible à la crise que connaît l'industrie française et européenne ?

Malgré l'accord « Multifibres » de 1973 qui avait pour but d'organiser et de réguler au niveau mondial les flux d'échanges internationaux de textiles, le taux de pénétration des produits textiles en provenance des pays de « main-d'œuvre bon marché » (traduisez « plus exploitée ») est monté en flèche depuis 1970. Entre 1973 et 1976, le tonnage des importations de textile dans la

CEE a augmenté de 80 %. Entre 1973 et 1975, ce sont les « Neuf » qui ont absorbé les trois quarts de l'augmentation mondiale des importations de textile. Et, tandis qu'en 1973 la CEE enregistrerait un excédent de 965 millions de dollars dans les échanges textiles, en 1976 elle avait un déficit de 1 283 millions. Conséquences : entre 1973 et 1976, 500 000 emplois ont disparu dans l'industrie textile européenne (soit un travailleur sur sept) et 3 500 usines ont dû fermer leurs portes.

Si l'accord « Multifibres » était reconduit dans ses dispositions de 1973, la CEE enregistrerait la perte de 1 600 000 emplois supplémentaires d'ici 1982 : la moitié de la main-d'œuvre employée actuellement dans ce secteur ! Voilà ce qu'ont calculé les experts du Marché Commun. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Les accords internationaux n'ont pu empêcher l'invasion souvent frauduleuse de produits étrangers sur les marchés européens.

Chaussettes de Formose à 1,35 F la paire, gants de Corée du Sud à 0,65 F... La liste est longue des produits textiles importés en France et présentés à des prix défiant toute concurrence. A ces prix viennent s'ajouter des « détournements de trafic » — l'Allemagne fédérale offre, à des prix inférieurs de 30 à 40 % aux prix français, un certain nombre de biens provenant de RDA, de Yougoslavie ou de Tunisie — et autres pratiques directes ou indirectes d'importations « sauvages » ou frauduleuses.

Bref, le marché français est vivement attaqué, la consommation française de produits textiles en maille a été couverte en 1976 à concurrence de 50 % par les importations (contre 38 % en 1974). En 1976 les importations de vêtements ont augmenté de 47 % (en valeur) par rapport à 1975, alors que l'exportation de la quasi totalité des produits textiles décline.

Le résultat, les travailleurs le connaissent bien. C'est depuis 1970 la fermeture de 600 entreprises et la suppression de quelque 120 000 emplois. Car les industriels ont réagi en capitalistes soucieux de se conformer aux nouvelles données de la division internationale du travail. Elle résulte, disent-ils, de l'augmentation des coûts des matières premières : en fait, elle ressort des différences de degrés d'exploitation des

travailleurs dans le « monde libre » : en Corée du Sud, par exemple, les salaires des ouvriers du textile sont 12 fois moins élevés qu'en France !

Les patrons ont ainsi recherché une compétitivité accrue, qui a conduit à des gaspillages manifestes : mise au rebut de machines non encore usées ou n'ayant même pas encore servi, comme dans l'industrie des fibres synthétiques (l'affaire Montefibre le démontre parfaitement).

Fortement encouragées par les crédits publics, les tentatives de restructuration ont abouti à ancrer davantage le capital productif dans la nouvelle division internationale du travail. La fédération Hacutex CFDT cite l'exemple de la fermeture de l'usine Rhône-Poulenc Textile de Péage de Roussillon qui conduit ainsi à importer la totalité du fil acétate utilisé en France.

Conjointement à cette restructuration interne, souvent difficile en raison de la multiplicité des intérêts en jeu (il existe en France 7 500 entreprises dont les 3/4 de PMI), les patrons, toujours solidement encouragés par l'Etat, ont développé leurs investissements dans les pays à main-d'œuvre fortement exploitée. Ces investissements à l'étranger (Brésil, Afrique du Nord, Afrique Centrale, et Sud-Est asiatique), qui aboutissent à y transférer une partie des activités qui ne sont plus rentables en France, contribuent à concurrencer la production réalisée sur le territoire national et à peser sur les salaires des travailleurs français.

Ce qui n'est pas le moins négligeable et permet d'expliquer d'une part pourquoi les patrons sont prêts à sacrifier un capital dévalorisé et pourquoi ils sont opposés à un protectionnisme plus conséquent que les quelques accords bilatéraux toujours détournés qui viennent d'être signés à Bruxelles.

M. ANVERS ■

safari impérial en RCA : un monstre giscardien

Le sacre de Bokassa par lui-même renvoie à la France une image caricaturale de ce que ses entreprises coloniales ont produit de pire...

« Jean-Bedel Bokassa, qui l'a fait empeureur ? » — « Le peuple ! », répond chaque fois le dictateur afro-napoléonien. Mais qui le

croit ? Michel Droit, bien sûr, mobilisé pour interviewer son « ami » pour le compte de *France-Inter*. Ou la direction de l'information à *Antenne 2*, qui a pris tellement au sérieux cette opération rétro qu'elle a obtenu l'exclusivité de sa retransmission, et un joli paquet de millions de la « coopération » pour faire acheminer par avion à Bangui un camion régie-couleur. *Antenne 2* a ainsi donné « l'intégrale » du sacre mercredi soir à un public sans doute ébahi que son histoire ait laissé tant d'empreinte dans la cervelle de l'ex-capitaine de son armée coloniale.

Pour le reste, à peu de choses près, personne n'a été dupe. Les faits ont parlé d'eux-mêmes : la mobilisation des décorateurs, tailleurs, compositeurs, fleuristes français habitués à travailler pour les altesses et le Gotha (ou ce qu'il en reste) a prouvé d'où venaient et l'argent, et les conseils. L'imitation scrupuleuse et grotesque d'une étiquette vieille de près de deux siècles, la lourdeur baroque de l'apparat, la somptuosité scandaleuse des effets, accessoires, et victuailles — toutes importées de France — ont achevé de convaincre l'opinion française que la « métropole » n'était pas étrangère à l'entreprise.

Ce qu'Idi Amine est à Londres

Pour tenter de désamorcer par avance le flot de protestations ou de quolibets qui montait de partout — et surtout de la droite, bien sûr, qui n'a pas oublié les discours cartésiens sur les « rois-nègres » —, le ministre de la coopération, M. Galley, a mis en garde contre le « racisme ». Sans doute voulait-il aussi neutraliser au passage les critiques progressistes à l'encontre d'une politique gaullo-giscardienne qui a permis — entre autres résultats —, à ce « monstre » de naître, et d'imposer à son peuple et au monde le spectacle de sa démesure, de sa francophilie viscérale, de son affection immodérée pour son « père » le général De Gaulle (en partie transférée aujourd'hui sur son « parent », le président Giscard d'Estaing).

Giscard n'a pas fait le voyage de Bangui. Ni aucun chef d'Etat d'ailleurs. Trop dangereux pour leurs images de marque. Il était suffisant que la France, à cause de l'histoire, de la « coopération » néo-colonialiste, et de sombres tractations autour de gisements d'uranium, paraisse tenir à bout de bras ce dement qui est à Paris ce qu'Idi Amine est à Londres.

L'Afrique, sur qui tant de bottes et d'aventures sont passées et passent encore,



ne sort pas grandie de cette nouvelle « épreuve ». La France officielle non plus, qui peut simplement espérer renforcer un peu son axe Paris-Rabat-Bangui-Kinshasa-Libreville-Johannesburg-Dakar-Abidjan. On a les amis que l'on mérite. Ce sont justement ceux de Bokassa.

Ph. M. ■

Grèce : une gauche différente ?

Le PASOK, parti d'Andréas Papandréou, est devenu le premier parti d'opposition.

Les résultats des élections de 1974 avaient donné de la Grèce une image faussée : on le savait. L'impréparation de la gauche, les défauts multiples d'une opposition qui ne parvenait pas à se constituer de manière crédible, l'inquiétude, le chantage à la peur, tout avait contribué à donner à la droite une impressionnante majorité, qui devait plus à la précipitation et à l'immaturité politique qu'au prestige réel de Caramanlis. Aussi, après trois ans d'une vie politique relativement démocratique, les élections de novembre 77 ont montré que la géographie politique est aujourd'hui différente : Caramanlis a subi un recul à travers la remise en cause de sa politique proeuropéenne. Mais il est difficile aujourd'hui d'affirmer que les changements apparus correspondent dans l'électorat à une refonte en profondeur.

Des résultats parfois inquiétants

Certes la droite a nettement régressé (46 %). Grignotée sur ses deux bouts, la nouvelle démocratie a perdu un bon nombre de voix sur sa droite. L'apparition de forces fascistes ou monarcho-fascisantes relativement importantes (9 %) a dépassé les pronostics qui voyaient dans l'extrême droite une minorité ridicule et isolée. Quant aux candidats heureux de la nouvelle démocratie ils sont sans conteste ceux qui se sont montrés les plus fermes et les plus réactionnaires. Ce durcissement laisse attendre un renforcement du caractère coercitif du régime, qui s'est manifesté une semaine après les élections par l'interdiction formelle des marches qui marquent depuis 4 ans l'anniversaire des événements de l'école polytechnique (nov. 73).

Mais, parallèlement, la nouvelle démocratie a perdu sur sa gauche. Cette tendance masquée en 1974 a surtout coûté d'ailleurs à la vieille union du centre (11 %) dont le leader en démissionnant vient d'entériner l'isolement et l'inadéquation totale à la Grèce contemporaine. Ce glissement s'est fait en faveur du Pasok, dont le gonflement tout de même assez inattendu a suscité dans

le reste de la « gauche rénovatrice » (2), et suscitera pendant longtemps encore, toute une série d'analyses, de remises en question pour ces forces désavouées de manière flagrante par l'électorat.

Cette mobilité semble du reste toucher le PC orthodoxe (8 %) lui-même sous son aspect monolithique et dogmatique, et derrière un vote massif de tout ce que la Grèce compte de communistes pour un parti longtemps interdit et persécuté, se cachent là encore des luttes de tendance et un fort désir d'évolution : « pro-moscovites » et « euro-communistes » s'y affrontent au point qu'on pressentait depuis un certain temps une nouvelle orientation qui aurait fait perdre au « PC de l'intérieur » sa raison d'être. L'arrivée attendue d'une certaine partie de la jeunesse de l'intérieur (EKON) déçue par sa direction pourrait accélérer le cours nouveau du PC.

Les législatives étant anticipées d'un an ces forces ont été prises de court, et faute de temps ou de moyens n'ont pu établir un programme de gouvernement satisfaisant. On peut douter d'ailleurs qu'un ensemble aussi hétéroclite (chrétiens et communistes, forces réformistes de l'EDA ou de l'initiative) constitue une alliance crédible ou seulement viable. Créée un peu sous la pression des faits, dans la mesure où la décision de Caramanlis appelait une réponse immédiate, l'alliance ne correspond pas en fait à un projet politique bien défini. Le penchant persistant du peuple grec pour les grandes polarisations et la personnalisation de sa vie politique l'ont reléguée loin des courants forts qui la dominent.

Le triomphe du PASOK

On assiste donc à une émergence suprématique du PASOK, mouvement socialiste autogestionnaire d'Andréas Papandréou, qui devient le premier parti d'opposition avec 25 % des suffrages et 90 députés sur 300. Cette brusque croissance, bien méritée par le travail qu'a su effectuer tant sur le plan du programme que sur celui de la propagande une base particulièrement radicalisée et active, s'explique par un besoin pressant de changement, qui préoccupe particulièrement les classes moyennes et les travailleurs des services.

Avec des mots d'ordre simples et efficaces : « Non au marché commun, indépendance nationale », Andréas Papandréou a su catalyser autour de sa personne un courant électoral qui est certes hétérogène — comme le montrent les adhésions de certains notables —, mais qui permet de donner aux idées autogestionnaires un réel impact populaire. En Grèce, elles sont nées avec la révolte des étudiants de polytechnique en novembre 75 ; quatre ans plus tard elles commencent à devenir réalité.

Premier parti d'opposition, le PASOK saura-t-il éviter les compromis qui planent toujours dans les allées du pouvoir ? Le développement de la lutte des classes, le refus de la dépendance européenne et de l'alignement social-démocrate conditionnent la réponse et obligent les autogestionnaires français à porter un regard nouveau sur le pays des îles et des colonels.

M. LEGER ■



Tripoli : le "sommet du refus"

Les pays arabes réunis dans la capitale libyenne ont dit « non » à la politique du président Sadate

« La délégation algérienne vient ici sans programme bien défini mais avec simplement le souci de procéder à l'analyse de la situation, à sa réévaluation » Ces propos, c'est Abdelaziz Bouteflika, ministre des Affaires étrangères algérien, qui les tient, peu après son arrivée à Tripoli

Du Caire à Tripoli

Propos anodins ? Voire. Mais ce jeudi 1^{er} décembre, sur l'aéroport Okba Ibn Nafii, l'ancien aéroport militaire US, personne n'ose afficher un optimisme démesuré. Après l'arrivée du président Boumediène et l'annonce de celle de Hafez El Assad, chef de l'Etat Syrien, on est au moins sûr d'une chose : le sommet des chefs d'Etat arabes « hostiles » à la démarche entreprise par Sadate aura bien lieu. C'est que, dans la capitale libyenne, on a jusqu'au dernier moment douté quelque peu du succès de l'initiative prise par le colonel Kadhafi. Du moins à une date aussi rapprochée du sommet du Caire. Ce dernier ajourné — on n'allait pas tarder à l'apprendre —, le sommet de Tripoli non seulement occuperait le devant de la scène politique, mais son déroulement s'en trouverait quelque peu modifié, ne serait-ce que parce que désormais on avait du temps devant soi.

Du temps, il en faudra pour venir à bout, dans un paysage politique que la visite du président égyptien a, quoi qu'on en dise ici et là, considérablement bouleversé, des contradictions et des oppositions qui ne manqueront pas de se manifester entre les Etats et les organisations représentées à Tripoli.

Qu'on en juge. Voici réunis le président Boumediène (Algérie), le colonel Kadhafi (Libye), Assad (Syrie), Taher el Jizraoui, membre du Conseil révolutionnaire (pour l'Irak), Abdel Fattah Ismail, secrétaire du Front national de libération, qui représente le Sud-Yemen, enfin Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP (organisation de libération de la Palestine). La conférence pourrait donc avoir lieu et

bénéficier, quels que soient les résultats, au moins d'un succès d'estime.

Durs et modérés

La suite des événements allait révéler l'ampleur des divergences entre les tenants d'une ligne « dure » — en nombre —, et ceux qui s'emploieront à faire en sorte que prévale une attitude modérée. Mais c'est sans aucun doute dans le camp des Palestiniens que devait, dans un premier temps tout au moins, s'accuser les divergences. Les militants actifs du « Front du refus » avait une cible de tout premier ordre qu'ils n'entendaient nullement ménager : Yasser Arafat. Sous les lambris du Palais du peuple, l'ancienne résidence du Roi Idris, dans la salle où il n'y a guère encore Françoise Claustre faisait, après sa libération, sa première conférence de presse, le leader palestinien a dû essuyer une attaque en règle. Elle était inévitable. « L'indulgence » que ce dernier avait manifesté lors de l'annonce par le président Sadate de son voyage à Jérusalem, ne pouvait que susciter, de la part des « maximalistes » tout au moins, que de l'indignation.

Et puis, Arafat n'était pas le seul dirigeant palestinien invité dans la capitale libyenne. Il y avait aussi Georges Habache, secrétaire général du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), Ahmed Djebril, secrétaire général du FPLP-CG (Front populaire de libération de la Palestine - Commandement général), Nayef Hawatmé, secrétaire général du FDPLP (Front démocratique pour la libération de la Palestine), Abderrahim Ahmed, secrétaire du FLA (Front de libération arabe). Autant d'organisations qui voyaient, à travers l'initiative de Tripoli, et compte tenu du durcissement des positions, l'occasion de mener la vie dure au chef de l'OLP.

Au soir du premier jour de négociation d'ailleurs, le FPLP ne cachait pas, parfois en des termes extrêmement vifs, ses critiques : « En dépit de certains désaveux la ligne que s'est tracée Yasser Arafat ne

changera pas. » C'est l'évidence. Ce que croient à la fois Habu Charif, n° 2 du FPLP, un « dur », et Taisir Qobaa, beaucoup plus modéré.

Fermeté

Le texte commun émanant des organisations palestiniennes et présenté au cours d'une conférence de presse traduit bien la fermeté des positions sur lesquelles campaient l'ensemble des organisations représentées à la conférence. Texte de circonstance sans doute. Il était bien difficile aux Palestiniens, face à la situation créée par le voyage du Rais, de céder un pouce de terrain. Mais Yasser Arafat, le seul représentant officiel des fedayins, en dépit des remontrances ou des attaques dont il a été l'objet, a eu beau jeu de se référer aux décisions prises par son organisation. Le camp des modérés avait visiblement pour lui de porter avec sérénité sur la situation un regard qui, à la longue, ne pouvait que l'emporter. Les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ont été à cet égard prétextes et objets de débats intenses. Le président syrien Assad s'est employé à convaincre la délégation irakienne de sa bonne foi. En vain. C'est que, de part et d'autre, on apprécie très différemment les deux textes des Nations-Unies. La résolution 242, adoptée en novembre 1967, qui affirme le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés lors de la guerre de juin, ne fait référence aux Palestiniens que sous le vocable de « réfugiés ». Quant à la résolution 338, elle reprend ces formulations, mais n'a été acceptée par le président Assad — et encore partiellement —, que dans la mesure où la Syrie se voyait contrainte de mettre un terme à la guerre d'octobre 73.

En fait, toutes les discussions cachaient mal, face à une situation complexe, les intérêts réels de chacun des participants.

Gel diplomatique

La détermination de l'Irak est à cet égard éloquent. Beaucoup d'observateurs, et non des moindres, se sont interrogés sur « l'intransigeance » manifestée par les représentants du général Bakr. En claquant la porte tard dans la nuit du dimanche au lundi, la délégation irakienne a mis d'elle-même un terme aux espoirs de réconciliation avec la Syrie. Les hésitations que les Irakiens avaient manifesté pour participer à la conférence se prolongeraient donc par leur refus de signer la déclaration commune de Tripoli. Déclaration au demeurant que beaucoup des quelques deux cents journalistes rassemblés à Tripoli avaient pu croire plus offensive. L'avant-projet qui circulait clandestinement dans les couloirs laissait espérer la rupture des relations diplomatiques avec l'Egypte. On s'en est tenu simplement au « gel » de ces dernières. Le « Front de Tripoli » a eu bien du mal à éviter certains écueils. Les fermes résolutions prises dans la capitale libyenne permettront-elles de faire face à une situation chaque jour plus mouvante ?

De notre envoyé spécial
José SANCHEZ. ■

sexologues, encore un effort...

Valensin traite longuement de la sexualité en Chine communiste où il a voyagé... vingt jours ! Conclusion : il n'existe manifestement pas de méthode de lecture rapide de la sexualité des autres peuples — surtout quand ils sont 930 millions.



« Le réveil de l'amant assoupi ».

Rentrée au bercail il y a un an, j'ai travaillé trente mois à Pékin, enseignant le français à des étudiants chinois. Période trop courte, évidemment, pour maîtriser et même pour simplement aborder les réalités chinoises : la Chine, c'est dix-sept fois la France, ça compte cinquante-deux ethnies différentes appartenant à des races diverses, ça sort plus directement que nous de la féodalité... Donc, de retour à Paris, je continue de chercher à apprendre. Alors « pour la première fois, un ouvrage qui traite d'un sujet tabou : la vie sexuelle en

« Après ».



Chine communiste », j'achète (1). Et j'ai tort.

Car, de ce très mauvais ouvrage, seule est à sauver la partie la moins personnelle sans doute : la compilation assez complète d'ouvrages sur l'histoire ancienne et jusqu'à 1949 des mœurs familiales et des effets dramatiques du système féodal et confucéen de la Chine d'avant la révolution : un bon résumé du contexte passé. Qui n'a malheureusement pas aidé l'auteur à être moins catégorique dans sa furtive vision d'aujourd'hui !

Longues descriptions minutieuses de la morphologie corporelle et sexuelle des Chinois. Et la conclusion, étonnée : le Chinois, comme son frère de race japonais d'ailleurs, n'est pas fait comme nous. Il est moins bien fait : « génitalement, ils paraissent nettement en dessous de la moyenne européenne ». Statistiques à l'appui d'une vieille thèse largement connue en Occident : en 1955 « 30 % des Chinoises n'ont absolument pas de poitrine, 45 % ne l'ont que fort menue ; quant aux autres, leur opulence mammaire ne va guère au-delà d'une poitrine juvénile à la Botticelli ».

Déjà disgraciés par la nature, ces tristes Chinois ne font rien pour se bonifier : « Bien loin de vouloir améliorer leurs traits (Par la chirurgie esthétique comme au Japon) les Chinois semblent se complaire à se ressembler dans la laideur. » Et « la Chinoise, dont le visage est déjà très proche de celui du mâle par les traits et le même sourire stéréotypé, ne risque guère de le troubler, pas plus qu'elle n'est émue par lui, trop proche d'elle morphologiquement... » Manifestement, les Chinoises n'ont pas donné le grand frisson à notre docteur.

Au racisme, au phallocratisme et à l'ethnocentrisme, Valensin ajoute gaillardement l'ignorance (le Chinois « fort peu impulsif, génétiquement », manque d'agressivité ; sans doute Valensin n'était-il pas place Tien An Men le 5 avril 1975) ; et la surdité : car j'ai entendu des Chinois moins passifs que ne le dit Valensin sur le problème des diverses limitations qui leur sont imposées en matière de sexualité (gros ennuis si ont fait l'amour hors mariage), de mariage (conseillé après 28 ans pour les garçons, 26 pour les filles) et de procréation (il est mal vu d'avoir plus de deux enfants) — limitations imposées d'ailleurs dans un

souci de contrôle des naissances qu'on ne peut apprécier sans le resituer dans le contexte historique et démographique chinois. Pourquoi le docteur n'a-t-il pas, comme moi, rencontré de Chinois qui n'aimaient pas, pas du tout, les longues séparations d'avec leur conjoint, qui n'aimaient pas non plus que le divorce soit, depuis la révolution culturelle, si difficile (Valensin dit le contraire) ; toutes choses nées d'une tendance sectaire qui apparaît critiquable et est critiquée par les Chinois eux-mêmes ?

L'auteur a « senti », lors de son voyage, un climat de libido tiède, d'a-sexualité. Moi, j'ai plutôt eu l'impression de me trouver dans un monde paysan très éloigné en effet du milieu intellectuel parisien (où il est de bon ton de parler librement du sexe, et l'on sait ce que recouvre le discours prétendu libéré sur la sexualité !) ; mais un monde paysan qui n'est peut-être pas si différent du monde paysan de certaines de nos campagnes françaises où la pudeur sur les choses sexuelles — en paroles comme en démonstrations publiques —, est encore la règle.

Mais lisez plutôt Van Gulik (2) pour l'histoire ancienne. Et allez en Chine pour y trouver, vous cette chaleur sélective, cette

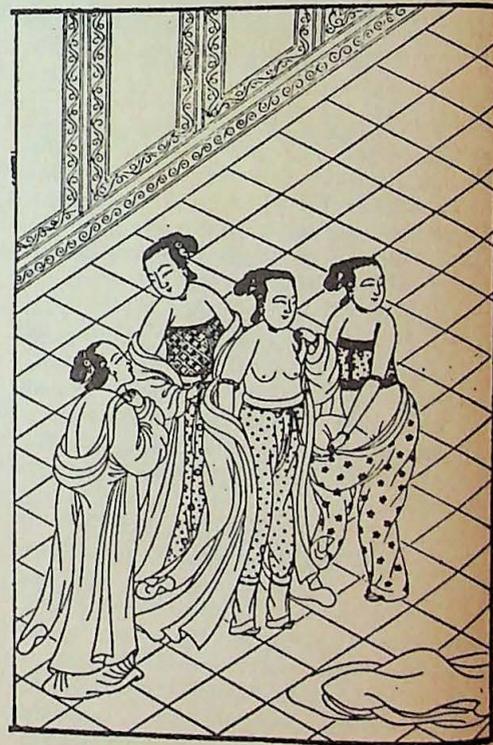


Figure 18. Femmes se déshabillant.

sensualité, ces amitiés qui n'ont rien de « scouts » que j'y ai, moi, découvertes. Quitte à reconnaître que les Chinois se sont effectivement donnés, en ces très courtes 30 dernières années, des priorités plus urgentes que celles de ces libérations sexuelles qui nous fascinent.

Micheline LUCCIONI ■

(1) D' Georges Valensin, La vie sexuelle en Chine, Paris, J.-C. Lattes, 1977, 288 p., 39 F.

(2) Robert Van Gulik, La vie sexuelle dans la Chine ancienne, Paris, Gallimard, 1971, p. 467 coll. « Bibliothèque des idées ».

ALMANACH ACTUEL

utopies, oui... mais réveillez-vous !

L'almanach d'Actuel pèse 800 grammes et coûte 29 F. Actuel ? Le seul journal qui ait jamais volontairement disparu. Beaucoup s'en souviennent, il a laissé un vide ; vide conjoncturel et réparateur heureusement. Car il re-parait à l'aube de 78 sous forme d'almanach. Quel monument !

Produit de 68, l'équipe d'Actuel (J.F. Bizot, P. Rambaud, M.A. Burnier...) a navigué dans toutes les eaux de la créativité et de l'expérimentation. Ils ont souffert, ils en sont riches. Car leurs échecs, leurs déceptions et surtout leur inquiétude leur permettent de dire aujourd'hui « Allez, assez flippé ! sortons du trou. » 68/78 dix années, 78, moment mythique : espérance, inquiétude ; surtout pas effacement et silence.

Actuel s'est tu il y a deux ans, aujourd'hui il s'est « senti démangé d'une envie de parler, de courir à nouveau ». Il faut que la gauche, toute la gauche les écoute : leur discours nous agresse — oui, nous aussi —, leur discours nous renforcent... Et pour vous mettre l'eau à la bouche, voici, reproduits par TS, des extraits de l'édition.

S.L.

Juin 1977, garden party dans la forêt de Sénart. Des gauchistes de trente-cinq ans, minés par le doute. « Ha ! le rôle du parti ! Faut-il même un parti ? Le parti, le parti... » On baisse la musique après minuit pour ne pas réveiller les enfants, et puis on va se coucher en se demandant une fois de plus quelle sorte de rapport malsain on entretient avec le pouvoir. [...]

Paris. Lente montée d'un orage de désespérance. Noir c'est noir. L'union de la gauche, en se cassant à l'automne, a bien dû

grossir la cohorte des cyniques qui s'arrosent au bourbon. Une mère de famille, gauchiste, s'angoisse : « Les copines de Pêchney-Saint Gobain passent souvent chez moi, alors j'astique, j'astique, je ne veux pas entendre leurs remarques »

Écoutez aussi ces deux prolos, des anciens maos de la Gauche prolétarienne qui remâchent longuement leur amertume. Les intellectuels ont quitté l'usine, ils ont abandonné la révolte et l'organisation : « Les salauds, je les cogne si je les rencontre. Il faut agir, pas se nettoyer avec des mots. Les intellectuels ont toujours le pouvoir, ils te font craquer au bout de trois heures d'argumentation. Pour te faire entendre, toi, tu leur fous sur la gueule, et ils ne s'arrêtent même pas de parler. »

Et quand l'an dernier, au moment de l'écrasement du camp palestinien de Tall el Zaatar, Serge July écrit dans *Libération* : « Sortez de votre trou narcissique ! », les ex-gauchistes furieux répondent : « D'où tu causes, Serge ? Tu t'es bien recyclé, tu as un journal, nous on n'a rien. »

Triste hiver 1976-1977, avec tout l'espace politique bouché par l'alternative implacable des crapauds démagos de la droite et des arrivistes frétilants qui rejoignent la gauche après les municipales.

Et nous, à *Actuel*, nous n'en pouvons plus de silence introspectif, d'attentisme planant. Certains, chômeurs, ne se lèvent plus avant trois heures de l'après-midi, et le dialogue ne nous suffit plus avec la partie la plus sympathique du PS, qui s'occupe d'expérimentation sociale et au moins se repose la question : la gauche au pouvoir va-t-elle vivifier les institutions ? Ou mieux :

va-t-elle accepter que sa base vivifie les institutions ?

Et puis merde. [...]

Nous ne voulons plus raisonner comme au XIX^e siècle, ni rejeter ce qui existe, et il s'agit bien plus d'aménager ou de reconverter les H.L.M. et les villes nouvelles que d'empêcher leur construction. La situation reste douloureuse. Quant on est pessimiste on la résume en trois mots dans l'interview d'un chanteur punk : « Il faudrait tout détruire, tout foutre en l'air, et qu'est-ce qu'il nous resterait... rien, rien. »

Nous ne sommes pas des nihilistes. Nous sommes fatigués des paranoïas contemporains et nous gardons des valeurs positives, heureuses, souriantes. La science n'est plus incompréhensible et maléfique, l'idéologie de la paresse absolue fabrique trop d'éroulés qui dissertent sur la décadence et se décomposent. On peut ne pas s'ennuyer, se remuer la tête, faire quelque chose. Nous avons beaucoup manié la dérision mais nous nous méfions du cynisme. Nous en avons assez de l'attendrissement prioritaire de chacun sur ses propres flips. L'égoïsme calfeutré étouffe. Nous n'aimons pas la politique du pire et de la misère dans laquelle se complaisaient les punks les plus délétères. Nous n'aimons pas l'état d'esprit snob, élitaire, désabusé, méprisant. Nous n'aimons pas que toute la politique se résume au grenouillage.

Nous avions besoin de cet *Almanach*. Il nous a réveillés.

Bon. Voyons la physionomie de cet *Almanach*, divisé en bimestres auxquels nous avons attribué des thèmes. *Mars-Avril* c'est le pouvoir et ses vilénies, le temps des élections et des gros discours, mais il ne faut pas conclure de nos interrogations que tout pouvoir est infect. Les choses sont justement moins simples. En *mai-juin* vous méditez sur la révolte, sur le Punk à New York, Londres ou Paris. Vous vous penchez sur les grandes utopies qui nourrissent cette révolte, de Platon jusqu'à Mao. Vous apprendrez comment les grands desseins réduisent souvent les individus à de la petite bière. N'empêche, on doit garder une place dans nos têtes pour la Chine imaginaire à laquelle beaucoup d'entre nous ont cru.

En *juillet-août* vient l'action, les départs, l'aventure autour de la planète, Jan Valtin, la chute de Saïgon, les contrebandiers marijuanos. En *septembre-octobre* il est temps de se reposer dans les images et dans les modes. En *novembre-décembre* moquez-vous de paranos et de leur confort morbide, sachez comment fonctionne votre tête, riez avec les très vieux et les très sages.

Puis, intercales entre les bimestres, des cahiers en couleurs parlent de la ville, des tyrans et de la décadence, de la tendresse. Dans l'un nous exposons nos racines, les surprises-parties, Godard et le Viet-Nam collés en vrac. Dans un autre nous rapportons par brassées des prophéties qui nous ouvrent sur le futur, malgré les erreurs des futurologues les plus délirants et les plus optimistes.

Allez, assez flippé ! Sortons du trou. Sortons des débats idiots. Retrouvons le désir, la créativité et l'énergie nécessaire.



Photo DR

le "Gardien" loin de Franche-Comté,

Un sans-travail truculent se fait « virer » par un gardien fort inquiétant. Par le Centre théâtral de Franche-Comté qui joue loin de ses bases, mais sans oublier la vie réelle.

Les représentations du *Gardien* de Pinter à Strasbourg, Sceaux, Nice et, en décembre, à Dijon, Mâcon, Le Creusot, Créteil... sont une percée du Centre Théâtral de Franche-Comté hors de ses terres.

D'abord jouée à faux comme une pièce de l'absurde, la pièce est, dans la mise en scène d'André Widmer, rendue à sa vraie signification. C'est l'installation d'un sans-travail, Davies, chez deux frères, Aston et Mick, qui l'ont recueilli pour une nuit. Pour cesser d'être à leur charge, il lui faudrait se rendre à Sidecup reprendre possession de ses papiers d'identité. Mais, parasite content de l'être, ni le temps, ni l'état de ses chaussures ne permettent jamais, selon lui, de faire ce déplacement. Ce qu'il y a de troublant, c'est la façon dont, devant des comportements sans mobile ni loi morale (Mick s'amuse à désorienter Davies ; Aston ouvre une possibilité de rapports humains, puis, sans plus de raison, la referme) toute la conception qu'a Davies d'une société immuable, étagée par strates, est mise par terre. A la fin, ce n'est pas seulement l'asile d'une chambre que perd Davies chassé, mais son asile dans le monde, où toutes les valeurs sont remises en question.

Voilà donc mis à nu le conflit où

s'affrontent le jeu haut en couleur, de Tony Mallet (Davies), celui, précis et en même temps inquiétant, souterrain, d'André Widmer (Aston), tandis que le rôle de Mick (Alain Laurent) est tout ambiguïté.

Questions sur la vie réelle

Mais, quelque importance que revête une telle tournée, le vrai travail du Centre se fait au contact avec la population de sa région. Présentement s'y joue *Loïn d'Hagondange* que la mise en scène d'André Steiger ramène du niveau métaphysique où l'avait situé Chéreau (TS n° 732) à celui, plus proche des intentions de l'auteur, Jean-Paul Wenzel, d'une interrogation sur la vie réelle. Le spectacle est, en ce sens, précédé d'un court métrage sur la vie à Hagondange. André Mairal (Georges) et Monique Dumas (Marie) retrouvent l'authenticité de jeu qu'il faut pour ne pas trahir la vérité de ceux à qui la parole a été en quelque sorte volée. En outre, ce spectacle n'est pas présenté isolément, mais accompagné de diverses animations dans les villes de Franche-Comté où il est donné.

L'action du Centre se complète par des

spectacles à peu de personnages que les metteurs en scène, Mairal et Widmer choisissent afin de dédoubler l'équipe de comédiens et de pouvoir jouer à des heures diverses et, en des lieux où le théâtre vient au public (écoles, salles communales, etc.)

A l'heure où certains Centres, axés sur la production de grands spectacles, oublient leur mission d'éveil d'une population à la culture, l'effort du Centre de Franche-Comté la rappelle utilement.

Dominique NORES ■

cinéma

Paris en cartes postales

Regard québécois sur Paris. Guitare en bandoulière, cheveux longs et air poète, Abel (Marcel Sabourin) va chercher sur le territoire des *ancestres* la nostalgie rimbaldienne et la douceur de vivre. Il découvre la souffrance, en rencontrant d'abord Jeanne (Myriam Boyer), une ouvrière qui doit faire face, seule, à la difficulté de chaque jour ; puis Anne (Anouk Ferjac), juge pour enfants, assez solitaire dans un monde difficile. On voit qu'on est loin du portrait idéaliste pour capitale grandiose, et l'idée de Lefebvre n'était pas dénuée d'intérêt. Il s'agissait, en quelque sorte, de fabriquer un envers du décor : une France non touristique, faites des choses simples dont on ne parle pas assez.

Hélas ! Lefebvre a fait un puzzle, non un film. Son récit, émaillé de rengaines et autres « *goualantes* » du pauvre Abel, n'a pas de colonne vertébrale et sombre vite dans un gâchis de pellicule. Trois minutes sur Jeanne, trois secondes sur le Père Lachaise ; deux travellings sur la Butte Montmartre, une minute sur Anne : on ne sait plus où l'on vogue. Et ça dure deux bonnes heures. En fait, on sort frustré de ce film. Les deux portraits de femme, très forts dans le scénario, ne sont qu'ébauchés et l'on comprend mal ce qui veut être dit à travers ces histoires qui, parallèles à cause de la solitude des villes, n'auront de lien entre elles que par l'intermédiaire du rêveur québécois. En plus, le brave Abel a l'air de tellement s'en foutre...

Il ne suffit pas de chanter : « *J'ai vu Dieu-Bien-Phu puis j'ai vu Alger - les peuples trompés, les armes payées* », sur fond de carte postale, pour être sauvé. Admirable cinéaste de la solitude extrême dans *Les dernières fiançailles* et *L'Amour blessé*, Jean-Pierre Lefebvre est de ceux qui nous ont déjà prouvé que le cinéma québécois sait faire autre chose.

Fabian GASTELLIER ■

la valse

Rechange, pire, fantomatique, monopole, langueur, piment-carri, jamais nous...

Grande semaine pour la télé centraliste-unique : le gouvernement a fait connaître ses choix pour ses « Pdg » de rechange, placés par lui à la tête des diverses chaînes. Cazeneuve (Tf1) et Jullian (Ant. 2) — les présidents « littéraires » — sont renvoyés à leurs chers livres.

On ne regrettera pas trop le premier : ce sociologue des « forces de la joie », drôle de professeur « en Sorbonne », s'était fait une spécialité — durant toute la V^e république — de « représenter » le public auprès de l'ORTF-gaulliste au travers d'une fantomatique « association de téléspectateurs » : il monopolisait ainsi dans les conseils d'administration des places qui, de la sorte, n'étaient plus libres pour « Télé-Liberté » (l'association du PCF) ou les délégués des magazines TV indépendants (comme *Télérama*, par exemple). Tout naturellement, en 1975, quand on a démantelé l'ORTF, on a donné la chaîne la plus nationale, la plus suivie, la mieux équipée, etc. à ce faiseur qui a correctement rempli son contrat : information aseptisée et sur-personnalisée ; déferlement de films ; multiplication des émissions-bavardages, insipides, copineuses, et pas chères ; noyade de la création.

Trop et trop peu

Marcel Jullian était un peu moins conformiste : il a voulu innover ; il a cherché à défendre (un peu) la création ; il a tenté de donner à la chaîne « Ant. 2 » une image de marque plus indépendante (un peu) et moins futile ou endormeuse que « Tf1 ». Ce n'était pas grand chose. Sans doute était-ce trop, surtout à quelques mois des élections. Alors que la TV est de nouveau attaquée de partout — et même de la droite...

Pour paraître la remettre un peu en question, « Ant. 2 » justement avait organisé l'autre semaine un pauvre débat : « La télévision pour qui ? ». Le célèbre transfuge Caillavet répondait à quatre journalistes spécialisés. Mais les réalisateurs et les producteurs n'étaient pas invités ; ils ont posé les vrais questions dans une lettre ouverte à J.-P. Elkabach :

• Où va l'argent de la redevance ? (les programmes n'ont jamais été aussi pauvre, mais les ressources des chaînes ont aug-

menté de 55 % entre 1975 et 1977) ; simplement, les trois quarts sont utilisés à autre chose que la fabrication des programmes).

• L'ORTF était accusée à juste titre d'hypercentralisation : et aujourd'hui, en quoi cela a-t-il changé ? (les comités de programmes sont verticaux, leurs membres sont nommés ou cooptés par le haut) :

• La réforme de l'ORTF devait permettre d'alléger les effectifs : comment se fait-il que le personnel ait au contraire augmenté après les fameuses vagues de licenciements de l'hiver 1974 et les épurations, les sept nouvelles sociétés ont dû engager à nouveau, en choisissant des « sages » : 400 employés de plus qu'il y a deux ans !

• Pourquoi la vraie création disparaît-elle, tandis que les monopoles persistent ? (il y avait 71.000 heures de travail des réalisateurs en 1973, il y en a seulement 45 000 actuellement : Armand Jammot, producteur pour « l'A2 » assure à la lui seul 693 heures de programmes pour 1976 (sur un total de 3 900 heures)...

Si seulement les week-ends rattrapaient l'indigence des mornes semaines ! Il y a quand même eu « Vendredi », le 2 décembre : un reportage au fond sur ces hommes seuls du Tarn ou de Bretagne qui « font venir » de l'île Maurice (à 12 000 km de là, dans le sud de l'océan Indien), des femmes simples, naïves et jeunes, pour qui la France — vue et revue à travers les romans-photos de pacotille qui passent de mains en mains dans les « cases » du tiers-monde — ressemble à un Eldorado.

Insistance, la caméra a croqué ces paysans rudes, que la nécessité impérieuse du manger, de la maison ou des soins aux poules (ils ne parlaient guère du reste) a contraints à épouser des « noires » des îles, quoiqu'on en dise autour : et on en dit ! Elles sont cinq cents en France, arrivées peu à peu depuis 1970, et souvent désenchantées. « Je me languis... On est plus mieux dans son pays... ». Carottes, patates, beef-teack, quignon de pain... adieu riz et piment-carri. A la soupe ! Gare aux baffes ! L'une d'elle pleurait en silence, pendant le repas des hommes. Et là-bas, dans les cases créoles, on sortait pour le reporter les

photos et les lettres, et les sœurs promettaient qu'elles attendaient leur tour...

Philippe MARIELLE ■

(1) Au Dossiers de l'Ecran de mercredi, sur les partis politiques et les Français, les places étaient réservées, comme d'habitude : à côté de tous les « grands », il y avait par exemple Robert Fabre, le président des MRG, crédité actuellement de 2 % des intentions de vote. Et le « PSU-extreme-gauche », crédité par les mêmes sondages de 4 %, peut toujours aller se faire voir ailleurs. C'est normal, ça ?

MT MOIS COISES

Problème n° 42

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. Le numéro 5 est loin d'être le meilleur ! II. Un éclat de l'ORTF (sigle) - du nouveau à l'envers - directions. III. Met la main à la pâte sans la mettre à la pâte. IV. Dans la botte - Vieille explosion. V. S'en va de la caisse sur trois roues. VI. Elles sont acides. VII. Doublés par les dames - article. VIII. De scandale souvent pour la cinquième. IX. Manques de souplesse. X. Des charges - parfois pourris.

Verticalement :

1. Fit des vers - tristement célèbre comme p'tit gars de Bigeard. 2. Berceau de Chirac (sigle) - un rayon - un bout de temps. 3. Qualifie le budget pour les équipements sociaux ou l'Education... 4. Un tas d'aiguilles. 5. Marchons mal - préposition. 6. Ne manque pas forcément d'esprit - alternative. 7. Vieille belle-mère - fond parfois. 8. Refusés - le levant. 9. C'est la coutume - un filet - vu. 10. Liquideras...

Solution du n° 41

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	U	X	S	E	V	R	E	S
II	E	S	S	I	E	U		U	T	
III	M		T		C	E	N	S	E	S
IV	I	P	E	C	A		U		T	A
V	S	A	N	I	T	A	I	R	E	S
VI	S	U	S	T	E	N	T	E	E	S
VII	I		I	E	U		E	G		E
VIII	O	I	L		R	U	E	L	L	E
IX	N	I	E	E	S			E	U	
X	S	I	S	E		C	A	S	S	E



à la Vieille Grille : soli-loques et antenne 1000

Novembre. Dehors, il glace. On pousse la porte, fait bon. Là, pas de formica, ni de vieux bois bidon style cave faux paysan. La salle serait du genre « pose ton cul, t'es chez toi ». La moustache, les frisettes et la barbe sont là qui vous accueillent ; ils ont nom Jean-Luc, Nicole et Pierre.

La Vieille Grille est un café théâtre. Café théâtre ? Attention ! faut pas mélanger les genres : « Je trouve scandaleux que de grands hôtels, style Novotel, se permettent de piquer l'appellation. C'est confondre Wimpy et restau ! Café théâtre, c'est petite salle, ambiance, petits moyens mais des acteurs, des chanteurs, des musiciens tripes à l'air. Le dialogue ; un courant qui passe. Pas la chaîne. Faut se battre pour virer le show-bizz et l'empêcher de foutre ses grasses paluches sur le café théâtre. » Ainsi parlait Moustache.

A 10 heures, le noir complet. Silence sur le plateau ! Moteur, action ; le cinéma de Christian KURSNER démarre. Quinze personnages défilent, fantastiques de quotidien. Le ciné relief. Envie de toucher. Trop tard : l'homme est devenu femme ; le vieux, petit fille et le robot, espoir.

Après les *Soli-loques* de Kursner, on peut se remettre à table. Vrai, les artistes, ça se prépare comme la bouffe : quand paraît le plat, fumant et fleurant bon, qui sait les soins demandés et les doigts dans la sauce ? L'artiste, c'est itou. Il se crème, se fardé et s'aiguise en coulisses. A la Vieille Grille, on boit un pot en assistant à la métamorphose. C'est pas triste. La troupe des ex-DZI-CROQUETTES se peinturlure et se costume devant le public qui déjà se bidonne. (Au passage, un conseil : allez pisser avant le spectacle, car c'est tordant de rire. La mèche est allumée sous TF1.)

En un mot, au lieu de croupir télé-soirément : direction la Vieille Grille pour une soirée oxygène. C'est un peu comme la fête du PSU : ça mérite d'être connu, connu et soutenu. C'est l'effort des rescapés de la ville tentaculaire et boursoufflée, des enfants de 68.

J.L. ■

La Vieille Grille : 1, rue du Puits-de-l'Hermite, 75005 Paris ; tél. : 707 60 93. Fermé le lundi. *Salle 1* : 20 h 30 : RICTUS de Malcor et Signolon ; 22 h : Christian Kursner dans SOLI-LOQUES ; 23 h : ANTENNE 1000 avec les DZI-Croquettes. *Salle 1* : 20 h 30 : Jacques Antonin, chanteur, conteur québécois ; 22 h : Abadie one man-show ; 23 h : folk avec Christian Séguret (Blue Grass). 17 F et 20 F avec TS sous le bras les *dimanches* et *mardis*.

reportage photo réalisé
par J. LAURENS

